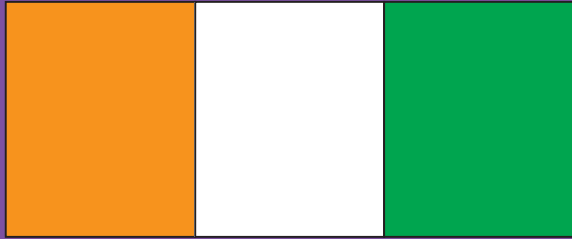


REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE
UNION - DISCIPLINE - TRAVAIL



MINISTRE DES FINANCES ET DU BUDGET



PROJET DE LOI DE FINANCES PORTANT BUDGET DE L'ETAT POUR L'ANNEE 2025

**ANNEXE 11 : STRATEGIE DE GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE
A MOYEN TERME (SDMT) 2024 - 2027
ET
RAPPORT D'ANALYSE DE VIABILITE DE LA DETTE
PUBLIQUE 2024 - 2043**

PROJET DE LOI DE FINANCES PORTANT BUDGET DE L'ETAT POUR L'ANNEE 2025

**ANNEXE 11 : STRATEGIE DE GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE
A MOYEN TERME (SDMT) 2024 - 2027
ET
RAPPORT D'ANALYSE DE VIABILITE DE LA DETTE
PUBLIQUE 2024 - 2043**

STRATÉGIE DE GESTION DE LA DETTE
PUBLIQUE A MOYEN TERME (SDMT)
2024-2028

TABLE DES MATIERES

I. INTRODUCTION.....	2
II. ÉTAT DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE FINANCEMENT 2023.....	2
III. OBJECTIFS ET PORTÉE DE LA SDMT 2024-2028.....	4
IV. COMPOSITION DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE A FIN 2023.....	5
V. COÛTS ET RISQUES DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE A FIN 2023.....	6
VI. HYPOTHÈSES MACROÉCONOMIQUES SUR LA PÉRIODE 2024-2028.....	9
VII. SOURCES DE FINANCEMENT ET CONDITIONS DE MARCHÉ.....	10
VIII. DEMARCHE SUIVIE.....	11
IX. CIBLE DES INDICATEURS DE COÛTS ET RISQUES.....	11
X. STRATEGIE OPTIMALE.....	11
XI. PLAN DE FINANCEMENT POUR L'EXERCICE BUDGÉTAIRE 2024.....	13
XII. RECOMMANDATIONS.....	14

I. INTRODUCTION

1. La Côte d'Ivoire est aujourd'hui l'un des pays les plus attractifs du continent Africain et affiche des perspectives robustes à moyen et long termes, sous l'impulsion des différents Plans Nationaux de Développement (PND).
2. En 2023, la croissance économique de la Côte d'Ivoire a été marquée par une reprise en s'établissant à 6,5% contre 6,2% en 2022. Cette performance résulte de la mise en œuvre de réformes structurelles de grande ampleur par le Gouvernement au cours de la dernière décennie, tant sur le plan économique, politique que social.
3. Ainsi, en 2024, la Côte d'Ivoire est notée par Standard & Poor's (BB-, perspective positive), Fitch ratings (BB-, perspective stable) et Moody's (Ba2, perspective stable). En outre, l'Agence Multilatérale de Garantie des Investissements (MIGA), filiale de la Banque mondiale, a rehaussé la note de crédit interne de la Côte d'Ivoire de B+ à BB-.
4. Dans la même dynamique, la notation risque pays de la Côte d'Ivoire par l'OCDE a été révisée à la hausse, passant de 6 à 5 sur une échelle de 7.
5. Ces différentes notations financières et institutionnelles témoignent de la qualité des fondamentaux économiques de la Côte d'Ivoire, de sa résilience aux chocs externes, ainsi que des solides perspectives de croissance.
6. La présente Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme (SDMT) s'inscrit dans la poursuite des orientations du Gouvernement en matière de développement durable conformément aux objectifs du PND 2021-2025. A cet égard, elle prescrit les sources potentielles de financement de l'économie en maintenant les coûts et risques à un niveau raisonnable.
7. La SDMT est adoptée et annexée à la Loi de Finances en début d'année. Elle tient compte de l'évolution des cadres macroéconomique et budgétaire, à travers la mise en œuvre des actions prioritaires que le Gouvernement définit chaque année. La présente SDMT couvre la période 2024-2028.

II. ÉTAT DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE FINANCEMENT 2023

8. La SDMT 2022-2026 préconisait le recours aux financements dans un rapport moyen 45%-55% de ressources extérieures et intérieures.
9. Le plan de financement annuel de 2023, en particulier, proposait une mobilisation suivant la proportion d'environ 55%-45% de ressources extérieures et intérieures. L'évaluation à fin 2023 de ce plan indique un niveau de décaissement total de 4 644,6 milliards de franc CFA contre 5 319,7 milliards de franc CFA en prévision, soit un écart négatif de 675,1 milliards de franc CFA (-14,5%), en liaison notamment avec le durcissement des conditions de financement sur le marché financier international.

10. Nonobstant cette situation, la structure des financements s'établit dans les proportions 52%-48% de ressources extérieures et intérieures. Elle ne s'écarte pas de la proportion initiale du plan de financement à fin 2023.

Tableau 1 : État de mise en œuvre du Plan de financement 2023

Plan de financement à fin décembre 2023	Prévision		Réalisation		Écart
Décaissement total	5 319,7	en %	4 644,6	en %	-675,1
Décaissements extérieurs	2 921,3	55%	2 399,9	52%	-521,4
Emprunts-projets	1737,1	33%	1421,2	31%	-315,9
Emprunts-programmes	967,0	18%	978,7	21%	11,7
Banque mondiale	180,8	3%	184,6	4%	3,8
FMI	603,8	11%	602,2	13%	-1,6
BAD	27,6	1%	0,0	0%	-27,6
AFD	154,8	3%	105,0	2%	-49,8
Allemagne	0,0	0%	0,0	0%	0,0
Autres financements potentiels	0,0	0%	87,0	0%	0,0
Autres financements en devises	217,2	4%	0,0	0%	-217,2
Décaissements intérieurs	2 398,4	45%	2 244,7	48%	-153,7

Source : CNDP

III. OBJECTIFS ET PORTÉE DE LA SDMT 2024-2028

11. Les objectifs de la SDMT 2024-2028 se résument comme suit :

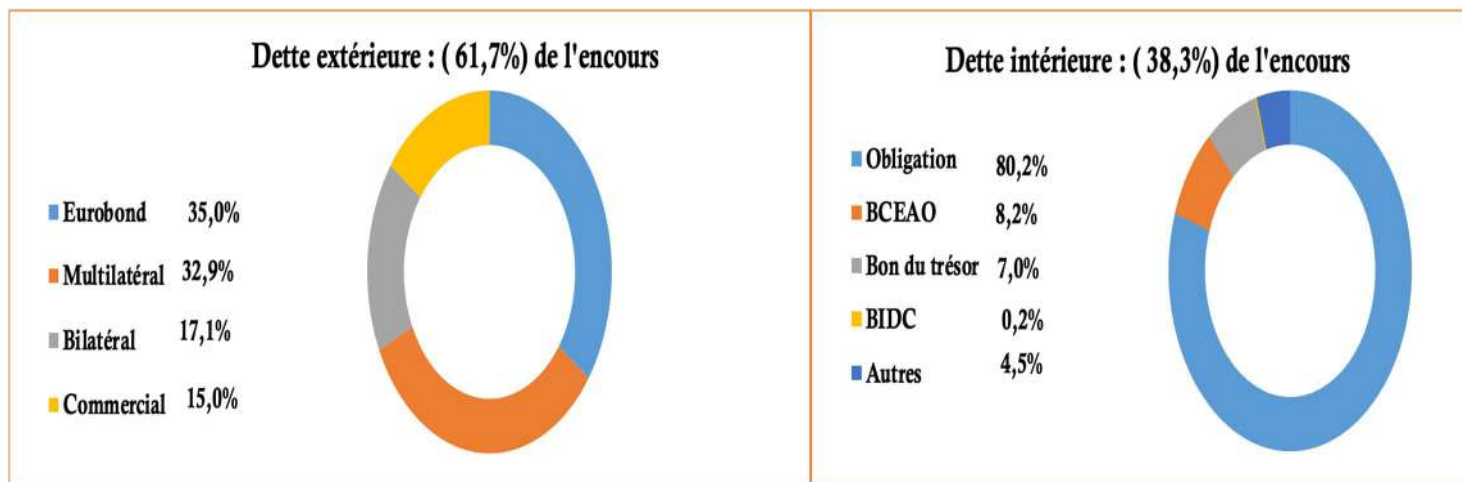
- satisfaire les besoins de financement de l'État et ses obligations de paiement aux moindres coûts possibles ;
- s'assurer que les risques liés au portefeuille de la dette publique demeurent dans des limites acceptables ;
- maintenir les indicateurs de viabilité de la dette en dessous des seuils définis ;
- contribuer au développement du marché domestique.

12. Le champ de couverture de la SDMT est limité à la dette extérieure et à la dette intérieure de l'Administration Centrale.

IV. COMPOSITION DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE A FIN 2023

13. L'encours de la dette de l'Administration Centrale est estimé à 27 782,6 milliards de franc CFA (58,1% du PIB) à fin 2023 contre 24 774,4 milliards de franc CFA (56,6% du PIB) à fin 2022. Il se compose de 17 136,1 milliards de franc CFA (61,7%) de dette extérieure¹ et 10 646,5 milliards de franc CFA (38,3%) de dette intérieure.

Graphique 1 : Encours de la dette par type de créanciers à fin 2023



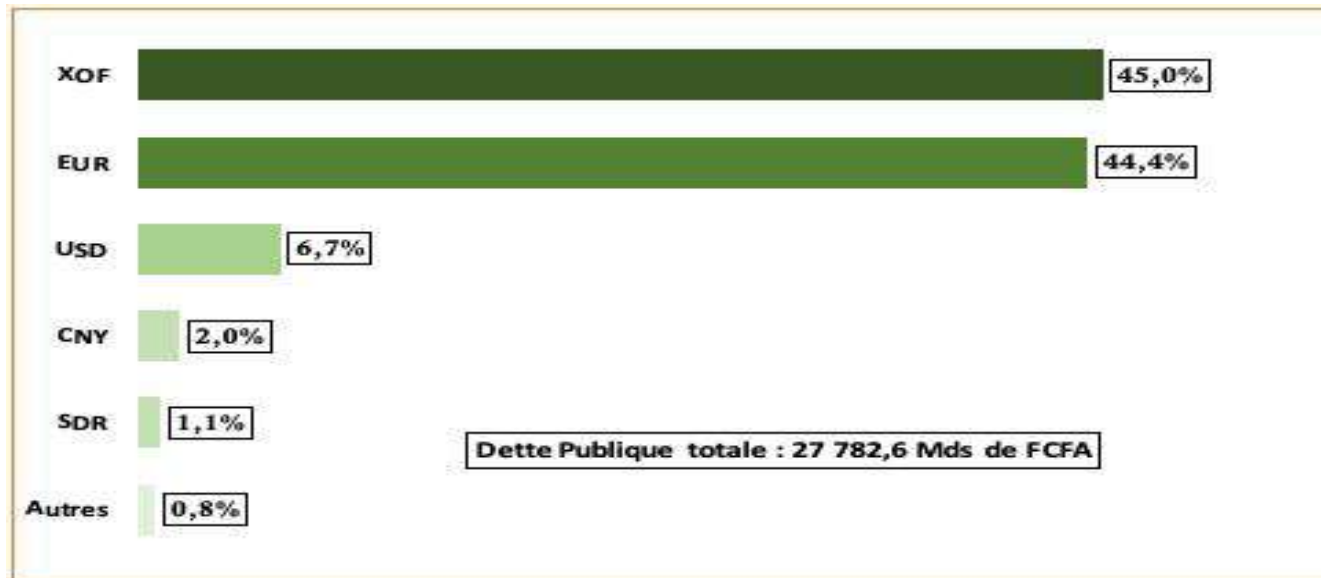
Source : CNDP

L'encours de la dette publique et publiquement garantie est estimé à 28 268,5 milliards de franc CFA (59,2% du PIB) à fin 2023. Il est composé de 17 524,3 milliards de franc CFA (62,0%) de dette extérieure et 10 744,2 milliards de franc CFA (38,0%) de dette intérieure.

14. La dette publique totale reste dominée par la dette libellée en franc CFA à hauteur de 45,0% (graphique 2). La part de la dette en devise représente globalement 55,0%, dominée par l'Euro (44,4%) suivi du Dollar US (6,7%). Cette configuration traduit la volonté du Gouvernement de contenir l'exposition du portefeuille de la dette publique au risque de change.

¹ La classification de la dette repose sur le critère de devise pour l'exercice de SDMT.

Graphique 2 : Répartition de la dette publique à fin 2023 par devises²



Source : CNDP

V. COÛTS ET RISQUES DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE A FIN 2023

15. Le taux d'intérêt moyen pondéré du portefeuille ressort à 4,4% avec un taux d'intérêt moyen de 5,3% au titre de la dette intérieure et 4,6% au titre de la dette extérieure.
16. A court terme, la concentration des échéances de la dette intérieure rend le portefeuille de la dette publique vulnérable (Tableau 2). Environ 55,1% de l'encours de la dette intérieure est à refinancer au cours des trois prochaines années (Graphique 3). A moyen terme, le remboursement des échéances des obligations du Trésor pourraient également entraîner des pressions de refinancement.

² Bien que le FMI soit classé en dette extérieure, les remboursements auprès de ce créancier se font en FCFA. Ceci explique la différence dans la répartition de la dette dans les points 12 et 13.

17. La dette exposée aux fluctuations de taux de change représente 10,6% du portefeuille de la dette totale dont 6,7% est libellée en dollar. Même si les instruments en dollar US représentent moins de 10% de l'encours total de la dette, les fluctuations du taux EUR/USD demeurent un facteur de vulnérabilité.

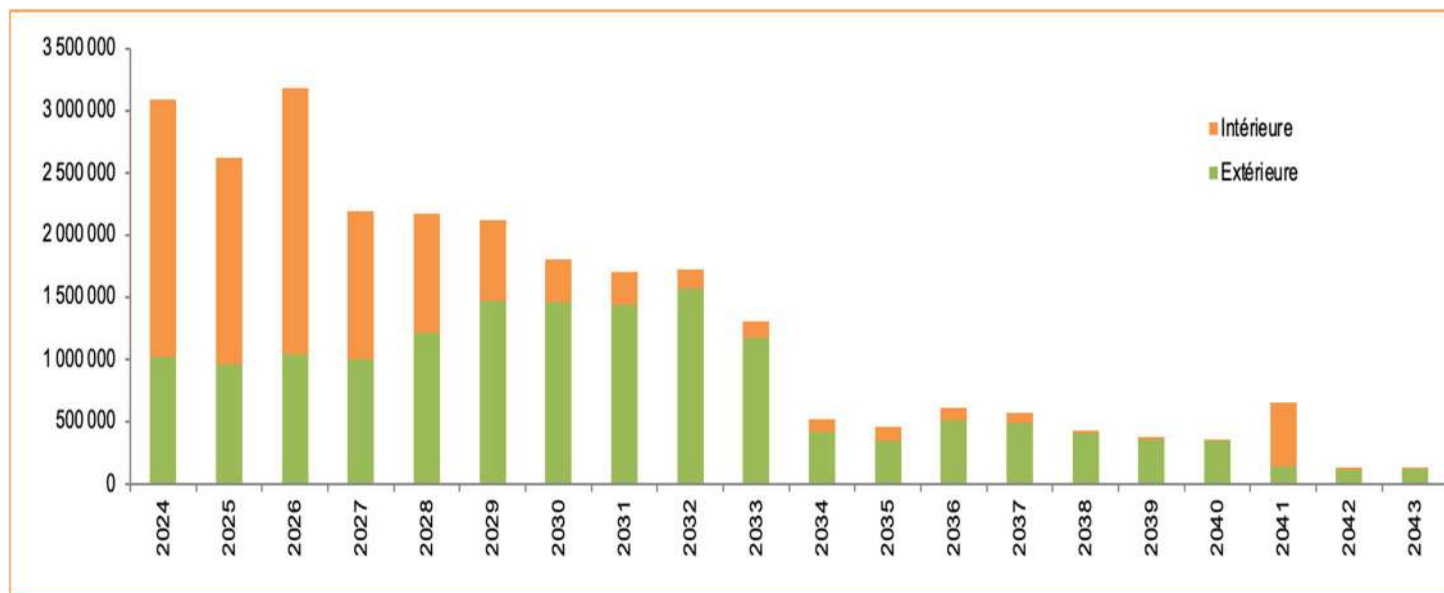
Tableau 2 : Coûts et risques du portefeuille de la dette existante estimés à fin 2023

		Dettes extérieures	Dettes intérieures	Dettes totales
Montant (milliards de franc CFA)		17 136,1	10 646,5	27 782,6
Montant (millions de dollar US)		28 482,9	17 696,3	46 179,2
Dettes nominale (% du PIB)		35,9	22,3	58,1
Valeur Actuelle de la dette (% du PIB)		32,0	22,3	54,3
Coût de la dette	Paieement d'intérêt (% du PIB)	1,2	1,1	2,3
	Taux d'intérêt moyen pondéré	4,6	5,3	4,4
Risque de refinancement	Maturité moyenne du portefeuille (Années)	8,8	4,3	7,1
	Dettes arrivant à maturité dans un an (% du total)	5,9	19,5	11,1
	Dettes arrivant à maturité dans un an (% du PIB)	2,1	4,3	6,5
Risque de taux d'intérêt	Durée moyenne jusqu'à révision du taux (années)	7,8	4,3	6,4
	Dettes à réviser dans 1 an (% du total)	20,6	19,5	20,2
	Dettes à taux fixe (% du total)	83,5	100,0	89,8
	Bon du Trésor (% du total)	0,0	7,0	2,7
Risque de change	Dettes en devises (% du total)			61,7
	Dettes exposées aux fluctuations de taux de change			10,6
	Service de la dette en devises (% réserves)			10,7

Source : CNDP

Graphique 3 : Profil des amortissements de la dette estimée à fin 2023

(en millions de FCFA)



Source : CNDP

VI. HYPOTHÈSES MACROÉCONOMIQUES SUR LA PÉRIODE 2024-2028

18. Sur la période 2024-2028, il est attendu une consolidation des performances économiques en lien avec la mise en œuvre du PND 2021-2025 et la poursuite des grands chantiers d'investissement public et privé. Le PIB réel est projeté à 7,2% en moyenne annuelle sur la période 2024-2028.
19. L'inflation serait contenue à 3,4% en moyenne par an grâce à l'accroissement de l'offre des produits alimentaires, à la stabilité des prix des produits pétroliers, à un meilleur approvisionnement des marchés en d'autres biens de consommation finale et à la politique de lutte contre la cherté de la vie.

Tableau 3 : Agrégats macroéconomiques pour la période 2024-2028

En millions de francs CFA sauf indication contraire

	2024	2025	2026	2027	2028
	Projeté	Projeté	Projeté	Projeté	Projeté
Recettes publiques (dons inclus)	8 775 80,1	10 137 512,75	11 216 584,12	12 604 054,72	14 088 049,60
Dépenses primaires	9 629 430,19	10 429 240,13	11 609 625,78	13 145 269,23	14 722 427,18
Dépenses totales	10 896 506,19	11 874 891,52	13 097 211,72	14 660 302,20	16 311 121,28
Réserves (million USD)	11 204,10	11 202,80	11 200,60	11 198,90	
PIB nominal	52 400 000,00	57 100 000,00	62 212 094,13	68 451 373,82	75 086 896,41

Source : CNDP

20. Au niveau des échanges extérieurs, les projections sur la période 2024-2028 se caractérisent par une diminution du déficit du compte des transactions courantes, en passant de 5,1% du PIB en 2024 à 3,6% du PIB en 2028, en lien avec l'amélioration de l'excédent de la balance des biens. S'agissant des biens, les exportations augmenteraient de 8,2% en moyenne par an grâce notamment à l'entrée en production des phases 2 et 3 des champs pétroliers «Baleine», aux exportations d'or. Quant aux importations, elles augmenteraient en relation avec les besoins en biens d'équipement et en biens intermédiaires, induits par la mise en œuvre du programme d'investissement. Le solde des services connaîtrait une dégradation du déficit structurel en liaison notamment avec les paiements au titre du fret sur les importations de marchandises et des services techniques nécessaire à la mise en production des nouveaux champs pétroliers et miniers. Le compte financier se solderait par une entrée nette de capitaux étrangers du fait des flux entrant d'IDE et la poursuite de la mobilisation des ressources financières extérieures par l'administration publique. Le solde global ressortirait excédent à partir de 2025.

21. S'agissant des secteurs monétaire et financier, le stock des actifs extérieurs nets du pays devrait se consolider de 2025 à 2028, en rapport avec les soldes globaux positifs de la balance des paiements. Concernant les créances sur l'économie, elles augmenteraient de 13% en moyenne par an, en lien avec les besoins de financement de l'économie.
22. Les recettes fiscales devraient enregistrer une hausse de 14,0% en moyenne sur la période 2024-2028, en lien avec la vision du Gouvernement orientée prioritairement vers l'amélioration continue de la mobilisation des recettes. Les recettes fiscales en pourcentage du PIB sont projetées à 15,8% en moyenne annuelle sur la même période.
23. Les dépenses totales en pourcentage du PIB sont projetées à 21,2% en moyenne annuelle sur la période 2024-2028, due à la prise en compte des besoins croissants de la population.
24. Le déficit budgétaire devrait s'afficher à 4,0% en 2024 en raison de la crise russo-ukrainienne et devrait atteindre 3,0% en 2025 conformément à la norme communautaire de l'UEMOA. Sur la période 2026-2028, le déficit budgétaire se maintiendrait à 3,0%.

VII. SOURCES DE FINANCEMENT ET CONDITIONS DE MARCHÉ

25. Les nouveaux financements extérieurs sur la période devraient être mobilisés principalement sous forme d'emprunts semi-concessionnels et de prêts commerciaux suite à l'amenuisement des ressources concessionnelles du fait du statut de pays pré-émergent de la Côte d'Ivoire.
26. Sur le marché financier international, le scénario de référence repose sur l'hypothèse que le durcissement des conditions de financement amorcé depuis 2022 restera d'actualité. Ce contexte de marché engendre une augmentation des rendements des Eurobonds de la Côte d'Ivoire.
27. Dans le cadre de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme, des opérations de reprofilage de dette ont été réalisées sur le marché local en 2023, financées par le biais de nouvelles émissions de court et moyen terme. Au total, ce sont cinq (5) opérations qui ont été exécutées pour un encours global racheté de 122,4 milliards FCFA sur des titres de maturité 1 an, 3 ans et 7 ans pour des montants respectifs de 57,4 milliards de francs CFA, 64,3 milliards de francs CFA et 750 milliards de francs CFA. Ces opérations ont contribué à la réduction des pics de remboursement dans un contexte marqué par une liquidité réduite sur le marché financier régional.

VIII. DEMARCHE SUIVIE

28. La stratégie de financement retenue a été obtenue à l'aide de l'outil analytique de la SDMT sur la base des hypothèses d'encours de dette, du TOFE, des secteurs réel et extérieur, pour la période 2024-2028. Les résultats ont permis de déterminer les objectifs attendus en termes de coûts, de risques et de mix extérieur-intérieur. Compte tenu des contraintes liées aux indicateurs de liquidité de l'Analyse de Viabilité de la Dette extérieure et de la forte capacité de mobilisation des ressources sur le marché régional, les besoins de financement devraient être comblés en moyenne par une répartition d'environ 42-58 de ressources extérieures et intérieures sur la période 2024-2028.

IX. CIBLE DES INDICATEURS DE COÛTS ET RISQUES

29. La composition espérée du portefeuille de la dette publique à l'horizon 2028 est une répartition de 59-41 entre la dette extérieure et la dette intérieure contre une répartition de 62-38 en 2023.

30. La dette exposée aux fluctuations de taux de change en 2028 s'établirait à moins de 10% contre 10,6% à fin 2023.

31. La part de la dette intérieure arrivant à échéance dans un an devrait être limitée à 13,1% en 2028 contre 19,5% en 2023.

32. Il convient d'indiquer que le poids de la dette libellée en Euro, grandissant dans le portefeuille, assure en l'état actuel une atténuation du risque de change. Toutefois, cette structure du portefeuille pourrait générer à terme une forte exposition au risque de change au sein de la zone franc CFA notamment dans la perspective de la prochaine monnaie unique Eco (la dette libellée en Euro s'établirait à 45,9% en 2028 contre 44,4% en 2023).

X. STRATEGIE OPTIMALE

33. Au cours des prochaines années, l'Etat devrait privilégier des financements qui réduisent le risque de refinancement de la dette intérieure, le risque de taux d'intérêt et le risque de change. Plus précisément, les besoins de financement devraient être couverts en moyenne selon un rapport 42%-58% d'instruments de financement extérieur et intérieur sur la période 2024-2028. Les ressources extérieures seraient composées de financements (pour des emprunts projets ou programmes) concessionnels, semi-concessionnels, commerciaux et de financements sur les marchés internationaux respectivement à hauteur de 15%, 56%, 15% et 14% sur la période 2024-2028. Les ressources intérieures seraient mobilisées à travers des emprunts de court, moyen et long termes respectivement à hauteur de 10%, 35%, et 55% sur la même période.

Tableau 3 : Plan de financement 2024-2028 de la stratégie optimale

Années	2024	2025	2026	2027	2028	Moyenne
Source de financement extérieurs	51%	49%	40%	40%	30%	42%
<i>Concessionnelle</i>	5%	20%	20%	20%	10%	15%
<i>Semi-Concessionnelle</i>	45%	44%	70%	40%	81%	56%
<i>Commerciale</i>	34%	13%	10%	10%	9%	15%
<i>Marché financier international</i>	15%	23%	0%	30%	0%	14%
Source de financement intérieurs	49%	51%	60%	60%	70%	58%
<i>Marché à un an</i>	10%	10%	10%	10%	10%	10%
<i>Marché à moyen terme</i>	35%	35%	35%	35%	35%	35%
<i>Marché à long terme</i>	55%	55%	55%	55%	55%	55%

Source : CNDP

34. Cette stratégie privilégie la dette intérieure par rapport à la dette extérieure. Cette dette extérieure devrait être dominée par les financements libellés en euro et à taux fixe.
35. Cette stratégie a été confortée par une Analyse de Viabilité de la Dette (AVD) qui permet à l'Etat de Côte d'Ivoire de conserver son statut de risque de surendettement modéré.
36. Le plan annuel de financement fournira plus de détails sur les intentions du Gouvernement.

XI. PLAN DE FINANCEMENT POUR L'EXERCICE BUDGÉTAIRE 2024

37. Les besoins de financement de l'année 2024 sont estimés à 5 734,8 milliards de francs CFA. L'Etat prévoit les combler comme indiqué dans le tableau 4.
38. Le détail des adjudications à réaliser sur le marché régional fait l'objet d'un calendrier trimestriel des émissions publié par l'UMOA-Titres.

Tableau 4 : Plan annuel de financement 2024

Plan de financement	5 734,8	en %	%
Décaissement des emprunts-projets et emprunts-programmes	2062,8	3,0%	50%
Emprunts-projets	1033,0	18,0%	
Emprunts-programmes	1029,8	18,0%	
Autres financements en devises	796,6	13,9%	
Financement sur le marché régional	2875,4	50,1%	50%

Source : CNDP

39. Les financements effectifs pourraient être différents des montants indiqués dans le tableau 4, en raison de l'évolution des politiques budgétaires et monétaires. Des ajustements pourraient donc être apportés aux besoins de financement et aux sources de financement. Les ajustements majeurs du plan de financement seront portés à la connaissance des parties intéressées.

XII. RECOMMANDATIONS

40. Le succès de cette stratégie nécessite la mise en œuvre des recommandations suivantes :

- assurer de façon continue une gestion active de la dette publique. En 2024, la structure de financement nécessite une opération de reprofilage de la dette extérieure ;
- maintenir les efforts en matière de recouvrement des ressources intérieures ;
- assurer le dynamisme du cadrage macroéconomique actuel ;
- développer le marché intérieur, afin de rendre plus liquide les titres publics par :
 - o le développement du marché secondaire ;
 - o le renforcement du cadre de communication avec les investisseurs ;
 - o la diversification de la base d'investisseurs avec notamment le renforcement de la participation des compagnies d'assurance et des fonds de pensions ;
 - o la poursuite de la mise en œuvre des nouveaux instruments financiers ;
- promouvoir les titres publics auprès des particuliers ;
- réduire la mobilisation des financements à taux variable au profit des instruments à taux fixe ;
- s'orienter vers des financements innovants qui garantissent la viabilité de la dette publique, notamment dans le cadre des partenariats publics privés (PPP) ;
- accélérer les réformes à l'effet d'accroître la participation des fonds de pensions, des compagnies d'assurances et de réassurances ainsi que des personnes physiques aux émissions des titres publics ;
- entreprendre les réformes visant à accroître la participation des investisseurs étrangers aux émissions de titres publics sur le marché régional.

Analyse de Viabilité de la Dette

Table des matières

Acronymes	2
Champ de couverture de la dette	3
Contexte de la dette	4
Contexte des prévisions macroéconomiques	5
Classement du pays et élaboration des tests de résistance des scénarios	11
AVD externe	12
Risque global de surendettement	16
Module de marché	18
Notation des risques et points faibles	19
Tableaux et graphiques annexes	23

Acronymes

AVD	Analyse de Viabilité de la Dette
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l’Afrique de l’Ouest
BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement
C2D	Contrat de Désendettement et de Développement
CNDP	Comité National de la Dette Publique
CVD	Cadre de Viabilité de la Dette
CNY	Yuan Chinois
EPIN	Evaluation des Politiques et Institutions Nationales
Dollar EU	Dollar des Etats-Unis
FCFA	Franc de la Communauté Financière d’Afrique
FEC	Facilite Elargie de Crédit
FMI	Fonds Monétaire International
IDE	Investissements Directs Etrangers
OT	Obligation du Trésor
PIB	Produit Intérieur Brut
PND	Plan National de Développement
Initiative	Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés
PPTE	
SD	Service de la dette
SDMT	Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
VA	Valeur Actuelle

Le risque de surendettement de la Côte d'Ivoire reste modéré¹ au cours de la période 2024-2043, aussi bien sur la dette extérieure que sur la dette publique totale, avec un dépassement de seuil du ratio service de la dette extérieur rapporté aux recettes budgétaires hors don et service de la dette extérieure rapporté aux exportations en raison de la prise en compte du coût de l'opération de gestion de passifs en 2024.

Champ de couverture de la dette

Le champ de couverture de la dette est limité à la dette publique de l'administration centrale. La dette des entreprises publiques, des collectivités territoriales et du secteur privé, n'est pas prise en compte dans l'encours de la dette publique. L'encours de la dette extérieure à fin 2023 ainsi que le service prévisionnel ne prennent pas en compte les montants des Contrats de Désendettement et de Développement (C2D). Le critère de monnaie a été retenu (et non le critère de résidence) pour classifier les dettes intérieure et extérieure. Toutefois, sont inclus dans la dette extérieure, les emprunts libellés en Franc CFA conclus avec la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD).

Tableau 1 : Couverture de la dette du secteur public et conception du test de résistance sur les engagements conditionnels

Sous-secteurs du secteur public	Cochez la cellule
1 Administration centrale	X
2 Administrations d'États fédérés et locales	
3 Autres éléments des administrations publiques	
4 dont : administrations de sécurité sociale	X
5 Fonds extrabudgétaires (FEB)	
6 Garanties (à d'autres entités des secteurs public et privé, y compris entreprises publiques)	X
7 Banque centrale (emprunts effectués au nom de l'État)	X
8 Dette non garantie des entreprises publiques	

Couverture des données sur la dette publique et ampleur du choc retenu pour le test de résistance adapté aux passifs conditionnels

B. Veuillez ajuster les éléments du test de résistance adapté aux passifs conditionnels, le cas échéant

1 Couverture des données sur la dette publique du pays	Administration centrale plus administrations de sécurité sociale, banque centrale dette garantie par l'État		
	Défaut	Utilisés pour l'analyse	Raisons de s'écarter des paramètres retenus par défaut
2 Autres dettes des administrations publiques non prises en compte dans 1	0 pourcentage du PIB	0	
3 Dette des entreprises publiques (garantie ou non par l'État) 1/	2 pourcentage du PIB	2,09	
4 PPP	35 pourcentage du stock en PPA	1,24	
5 Marché financier (la valeur par défaut de 5 % du PIB est la valeur minimale)	5 pourcentage du PIB	5	
Totale (2+3+4+5) (en pourcentage du PIB)		8,3	

1/ Le choc de 2% du PIB retenu par défaut sera appliqué aux pays dont la dette garantie par l'État n'est pas pleinement prise en compte dans la définition de leur dette publique (1). Si elle est déjà incluse dans la dette publique (1) et si les risques associés à la dette des entreprises publiques non garantie par l'État sont jugés négligeables, une équipe-pays peut réduire ce pourcentage à 0%.

Source : CNDP

¹ Le dépassement de seuil constaté peut autoriser le FMI à user de jugement dans le cadre de la notation du risque et le reclassifier en « élevé ». Voir note en annexe.

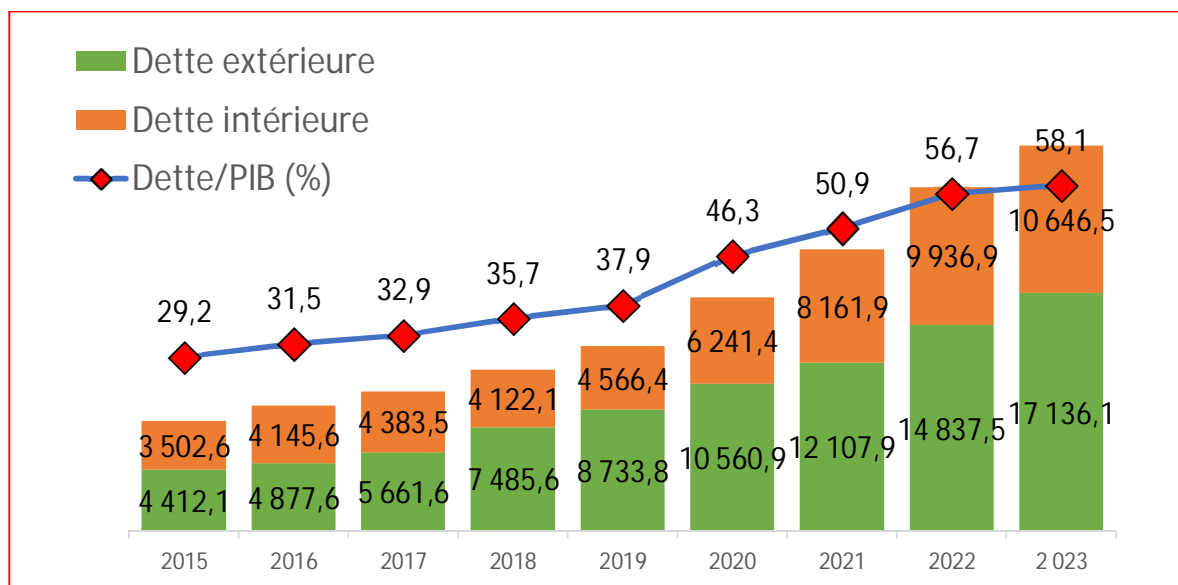
Contexte de la dette

L'encours de la dette de l'administration centrale est estimé à 27 782,6 milliards de franc CFA (58,1% du PIB) à fin 2023 contre 24 774,4 milliards de franc CFA (56,7% du PIB) à fin 2022 et se compose de 17 136,1 milliards de franc CFA (61,7%) de dette extérieure² et 10 646,5 milliards de franc CFA (38,3%) de dette intérieure.

L'encours de la dette publique et publiquement garantie est estimé à 25 350,1 milliards de franc CFA (58,0% du PIB) à fin 2022. Il est composé de 15 302,2 milliards de franc CFA (60,4%) de dette extérieure et 10 047,9 milliards de franc CFA (39,6%) de dette intérieure.

L'encours de la dette publique et publiquement garantie est estimé à 28 268,5 milliards de franc CFA (59,2% du PIB) à fin 2023. Il est composé de 17 524,3 milliards de franc CFA (62%) de dette extérieure et 10 744,2 milliards de franc CFA (38,0%) de dette intérieure.

Graphique 1 : Evolution de l'encours de la dette de l'administration centrale



Source : DGTCP/DDPD

² La classification de la dette repose sur le critère de devise pour l'exercice de SDMT.

Contexte des prévisions macroéconomiques

La période 2024-2034 afficherait en moyenne un taux de croissance réel du PIB d'environ 6,5% avec notamment la mise en œuvre du PND 2021-2025 ainsi que la « Vision Côte d'Ivoire 2030 » prônée par le Président de la République et dont l'un des objectifs majeurs demeure le doublement du PIB par habitant entre 2020 et 2032.

Les principales hypothèses qui sous-tendent la croissance du PIB sur la période 2024-2034 tiennent compte (i) du maintien de la stabilité socio-politique et sécuritaire, (ii) de la poursuite des réformes nécessaires à l'accompagnement efficace de l'économie et (iii) de la continuité dans la politique volontariste d'investissement dans les secteurs moteurs de croissance. A cela s'ajoutent, les perspectives de croissance à long terme (2024-2034) qui devraient permettre le renforcement de la résilience au changement climatique, la diversification économique et l'efficacité des administrations publiques.

Au niveau de l'offre, le secteur primaire devrait croître de 3,9% en moyenne tiré par l'agriculture vivrière (+5,8%) et l'agriculture d'exportation (+2,7%). Il bénéficierait de la poursuite des investissements prévus dans le Programme National d'Investissement Agricole (PNIA II) notamment ceux relatifs à la maîtrise de l'eau et aux distributions de semences améliorées. Le secteur secondaire progresserait en moyenne annuelle de 7,9%, soutenu par les BTP (+8,4%), les autres industries manufacturières (+6,4%), l'extraction minière (+12,0%) et l'énergie (+8,0%). La croissance de l'industrie agro-alimentaire est attendue à environ 7,1% en moyenne annuelle sur la période, soutenue par les investissements publics à travers les Partenariats Publics Privés (PPP). Le secteur tertiaire évoluerait de 6,6% en moyenne par an sur la période 2024-2034 grâce à l'ensemble de ses composantes, notamment le transport, les télécommunications et le commerce qui augmenteraient respectivement de 7,1% ; 6,5% et 6,3%. Les autres services devraient, quant à eux, afficher une croissance moyenne d'environ 6,7%. Le secteur non marchand devrait progresser en moyenne de 4,1% par an prenant en compte les effets combinés de la stratégie de maîtrise de la masse salariale et de la poursuite des politiques de scolarisation obligatoire et de santé pour tous. Les droits et taxes ressortiraient en moyenne en hausse de 8,1% par an, grâce notamment aux différentes réformes en cours dans l'Administration fiscale et au dynamisme de l'activité économique.

Au niveau de la demande, la croissance serait tirée par l'affermissement des investissements (+11,6%) et la consolidation de la consommation finale des ménages (+4,2%). En effet, les investissements seraient soutenus par la poursuite des chantiers publics (infrastructures socioéconomiques, logements sociaux, etc.) et le renforcement des outils de production dans les secteurs manufacturiers et de la construction. Ainsi, le taux d'investissement global ressortirait en moyenne par an à 32,0% du PIB. Le taux d'investissement public s'établirait à 8,6% en moyenne par an sur la période 2024-2034. Quant à la consommation finale, elle bénéficierait de la hausse des revenus et de la création d'emplois. Les importations de biens et services progresseraient de 5,2% en moyenne par an sous l'impulsion du dynamisme de l'économie. Les exportations de biens et services seraient en hausse de 6,6% en moyenne par an en raison de la bonne tenue des productions agricoles, minières, pétrolières et des produits transformés.

S'agissant de l'évolution des opérations financières de l'Etat sur la période 2024-2034, elle est caractérisée par une amélioration continue de la mobilisation des recettes ainsi que par une augmentation des dépenses totales due à la prise en compte des besoins croissants des populations. L'évolution des principaux postes est présentée ci-après.

Les recettes et dons ont enregistré une croissance annuelle moyenne de 10,5% de 2024 à 2034, passant de 8 775,9 milliards de FCFA en 2024 à 23 722,2 milliards de FCFA en 2034. Cette évolution est rendue possible grâce à un effort de mobilisation de l'ensemble des recettes. En effet, les recettes fiscales ont connu une croissance annuelle moyenne de 11,7% avec une progression annuelle moyenne de 0,5 point de pourcentage.

Sur la période 2024-2034, les dépenses publiques sont passées de 10 896,5 milliards de FCFA en 2024 à 24 727,7 milliards de FCFA en 2034. Sur la période indiquée, elles ont évolué de 8,5% en moyenne par an. Le déficit budgétaire serait en moyenne de 3,0% du PIB sur la période 2024-2034. Il connaîtrait donc une amélioration passant de 4,0% en 2024 à 3,0% du PIB sur la période 2025-2034 du fait de l'augmentation des recettes et une rationalisation des dépenses conformément aux normes communautaires UEMOA. Le ratio recettes et dons sur PIB s'établirait en moyenne à 18,3% contre un ratio de dépenses totales sur PIB de 20,2% par an en moyenne.

S'agissant de l'évolution des opérations financières de l'Etat sur la période 2024-2043, elle est caractérisée par une amélioration continue de la mobilisation des recettes ainsi que par une augmentation des dépenses totales due à la prise en compte des besoins croissants de la population. L'évolution des principaux postes est présentée ci-après.

Les recettes et dons devraient enregistrer une croissance annuelle de 10,0% de 2024 à 2043, passant de 8 775,9 milliards de FCFA en 2024 à 54 027,4 milliards de FCFA en 2043. Cette évolution serait possible grâce à un effort de mobilisation de l'ensemble des recettes. En effet, les recettes fiscales connaîtraient une croissance annuelle moyenne de 10,7% avec une progression annuelle moyenne de 0,5 point de pourcentage.

Sur la période 2024-2043, les dépenses publiques passeraient de 10 896,5 milliards de FCFA en 2024 à 55 242,5 milliards de FCFA en 2043. Sur la période indiquée, elles évolueraient de 8,9% en moyenne par an. Le déficit budgétaire connaîtrait une amélioration passant de 4,0% du PIB en 2024 à 3,0% du PIB en 2025 pour se maintenir à ce niveau jusqu'en 2043, conformément aux normes communautaires. Le ratio recettes et dons sur PIB s'établirait en moyenne à 18,3% contre un ratio de dépenses totales sur PIB de 20,2% par an en moyenne.

Sur la période 2024-2028, les recettes fiscales devraient enregistrer une hausse de 13,7% en moyenne, en lien avec la vision du Gouvernement orientée prioritairement vers l'amélioration continue de la mobilisation des recettes. Les recettes fiscales en pourcentage du PIB sont projetées à 15,6% en moyenne annuelle sur la même période.

Les dépenses totales en pourcentage du PIB sont projetées à 20,9% en moyenne annuelle sur la période 2024-2028, en réponse aux besoins croissants des populations.

Sur la période 2029-2043, les recettes et dons devraient enregistrer une croissance annuelle moyenne de 9,4%, passant de 15 399,8 milliards de FCFA en 2029 à 54 027,4 milliards de FCFA en 2043. Cette évolution serait possible grâce à un effort de mobilisation de l'ensemble des recettes. En effet, les recettes fiscales connaîtraient une croissance annuelle moyenne de 9,8% avec une progression annuelle moyenne de 0,5 point de pourcentage.

Concernant les dépenses publiques, elles passeraient de 16 604,8 milliards de FCFA en 2029 à 55 242,5 milliards de FCFA en 2043. Sur la période indiquée, elles évolueraient de 9,0% en moyenne par an. Le déficit budgétaire devrait se maintenir à 3,0% du PIB sur la période, conformément aux normes communautaires. Le ratio recettes et dons sur PIB se maintiendrait en moyenne à 20,6% contre un ratio de dépenses totales sur PIB de 21,1% par an en moyenne.

L'inflation serait contenue à 3,4% en moyenne par an grâce à l'accroissement de l'offre des produits alimentaires, à la stabilité des prix des produits pétroliers, à un meilleur approvisionnement des marchés en d'autres biens de consommation finale et à la politique de lutte contre la cherté de la vie.

Au niveau des échanges extérieurs, les projections sur la période 2024-2028 se caractérisent par une diminution du déficit du compte des transactions courantes, en passant de 5,1% du PIB en 2024 à 3,6% du PIB en 2028, en lien avec l'amélioration de l'excédent de la balance des biens. S'agissant des biens, les exportations augmenteraient de 8,2% en moyenne par an grâce notamment à l'entrée en production des phases 2 et 3 des champs pétroliers Baleine, aux exportations d'or. Quant aux importations, elles augmenteraient en relation avec les besoins en biens d'équipement et en biens intermédiaires, induits par la mise en œuvre du programme d'investissement. Le solde des services connaîtrait une dégradation du déficit structurel en liaison notamment avec les paiements au titre du fret sur les importations de marchandises et des services techniques nécessaires à la mise en production des nouveaux champs pétroliers et miniers. Le compte financier se solderait par une entrée nette de capitaux étrangers du fait des flux entrant d'IDE et la poursuite de la mobilisation des ressources financières extérieures par l'administration publique. Le solde global ressortirait excédent à partir de 2025.

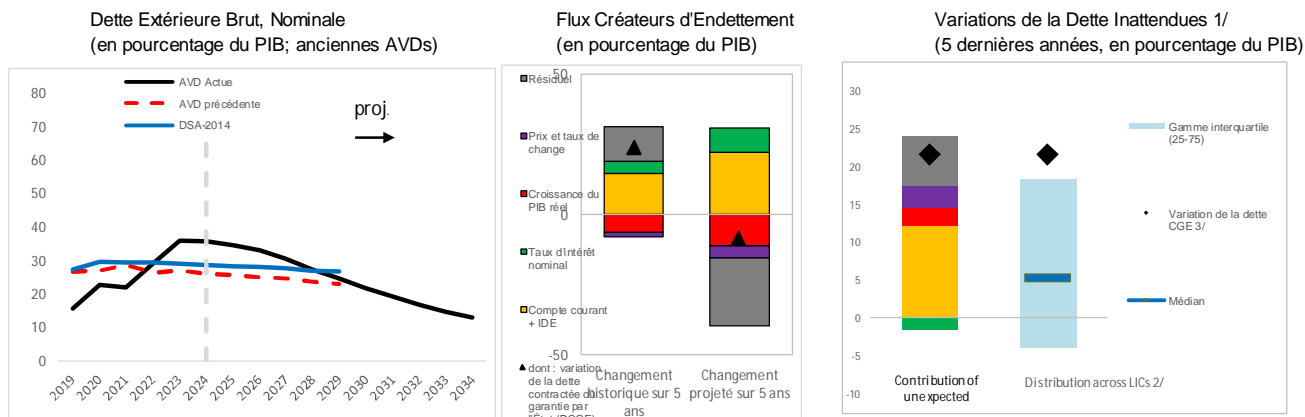
S'agissant des secteurs monétaire et financier, le stock des actifs extérieurs nets du pays devrait se consolider de 2025 à 2028, en rapport avec les soldes globaux positifs de la balance des paiements. Concernant les créances sur l'économie, elles augmenteraient de 13% en moyenne par an, en lien avec les besoins de financement de l'économie.

Sur la période 2024-2028, les besoins bruts de financement de l'Etat devraient être comblés en moyenne par des ressources extérieures et intérieures, respectivement à hauteur de 49% et 51% et se situer à 4 389,8 milliards de francs CFA en moyenne, conformément à la Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme (SDMT) 2024-2028. Les ressources extérieures seraient composées de financements pour des emprunts projets ou programmes concessionnels, semi-concessionnels, commerciaux et de financements sur les marchés internationaux respectivement à hauteur de 15%, 56%, 15% et 14% sur la période 2023-2026. Les ressources intérieures seraient mobilisées à travers des emprunts de court, moyen et long terme respectivement à hauteur de 10%, 35%, et 55% sur la même période. Cette stratégie privilégie la prévention contre l'exposition de risque de change à travers le recours au marché international en Euro. Par ailleurs, il serait indiqué de privilégier également la dette à taux fixe pour se prémunir contre le risque de taux d'intérêt, au regard de la conjoncture mondiale actuelle. Les financements intérieurs devraient privilégier davantage les instruments de moyen et long terme.

Sur la période 2024-2043, les besoins bruts de financement de l'Etat devraient être comblés en moyenne par des ressources extérieure et intérieure, respectivement à hauteur de 33% et 67% et se situer à 18 508,0 milliards de francs CFA en moyenne.

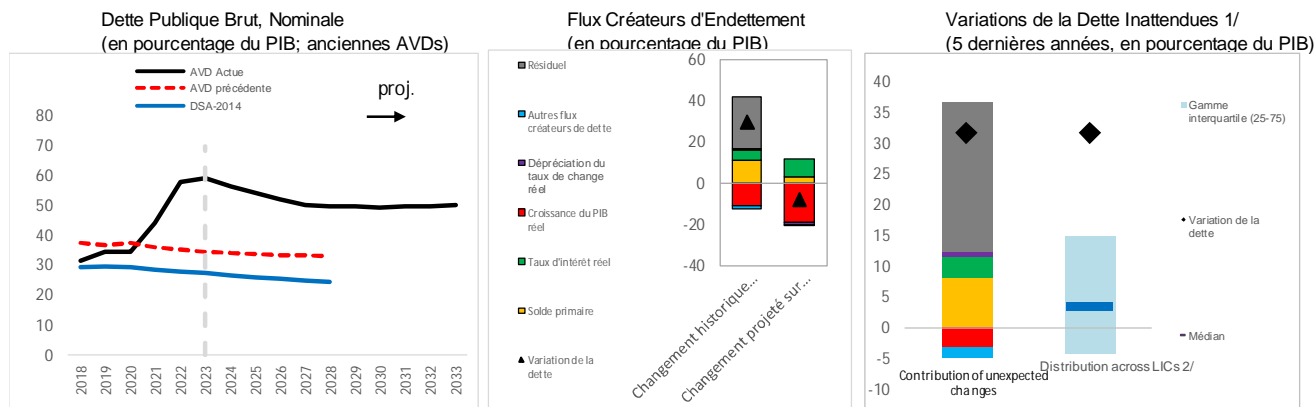
Les outils de réalisme du Cadre de Viabilité de la Dette ont permis de conforter les projections macroéconomiques, relativement au scénario de référence. Les graphiques ci-après illustrent les outils de réalisme.

Graphique 2 : Moteurs de la dynamique de la dette extérieure – scénario de référence



Source : CNDP

Graphique 3 : Moteurs de la dynamique de la dette publique totale – scénario de référence



1/ Différence entre les contributions prévues et effectives aux ratios d'endettement.

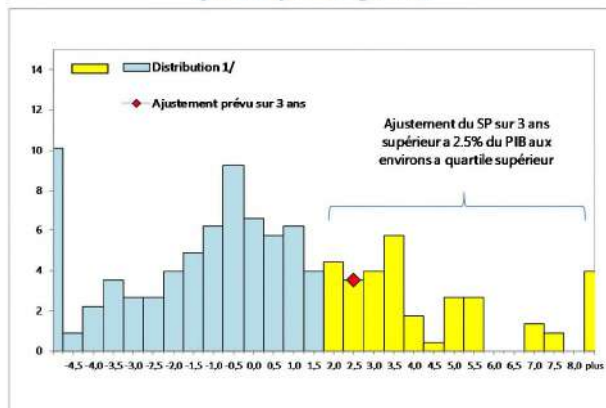
2/ Répartition entre les pays à faible revenu pour lesquels des AVDs PFR ont été produits.

3/ Étant donné le niveau relativement faible de la dette extérieure privée pour la moyenne des pays à faible revenu, une variation en points de pourcentage de la dette extérieure CGE devrait être en grande partie expliquée par les déterminants de l'équation de la dynamique de la dette extérieure.

Source : CNDP

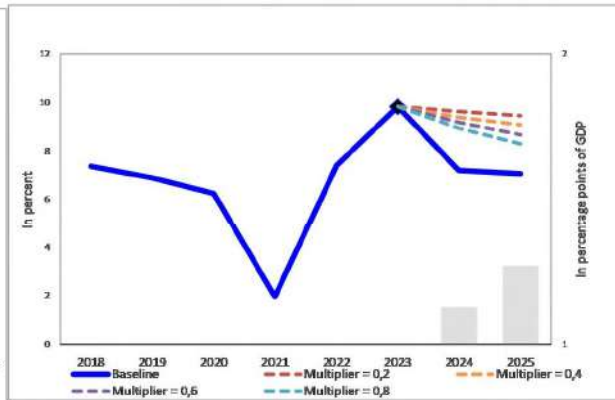
Graphique 4 : Outils de réalisme

Ajustement sur 3 ans du solde primaire (points de pourcentage du PIB)



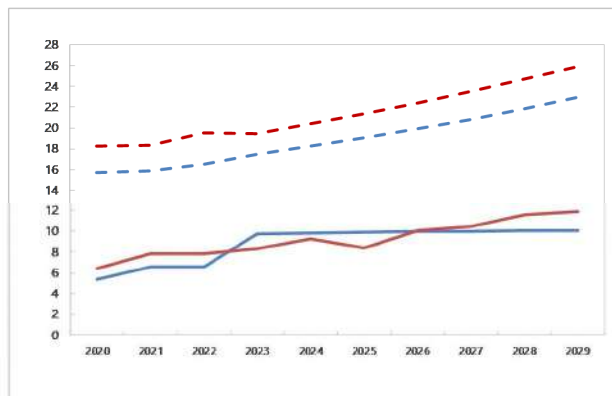
1/ Les données couvrent les programmes financés par le FMI pour les PFR (à l'exclusion du financement d'urgence) approuvés depuis 1990. L'ampleur de l'ajustement triennal à partir de la création du programme est couverte sur l'axe horizontal; le pourcentage d'échantillon est couvert sur l'axe vertical.

Ajustement budgétaire et trajectoires de croissance possibles 1/



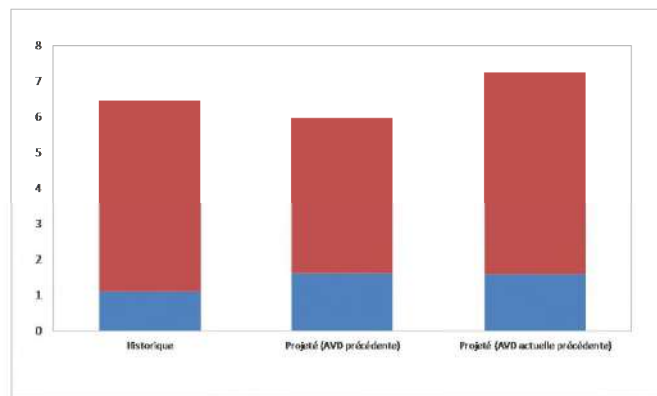
1/ Les barres renvoient à l'ajustement budgétaire annuel projeté et les lignes montrent les trajectoires possibles de croissance du PIB réel sous différents multiplicateurs budgétaires.

Taux de l'Investissement Public et Privé (en pourcentage du PIB)



— Investissement public - AVD précédente — Investissement public - AVD actuelle
 - - - Investissement privé - AVD précédente - - - Investissement privé - AVD actuelle

Contribution à la croissance du PIB réel (pourcentage, moyenne sur 5 ans)



■ Contribution d'autres facteurs
 ■ Contribution de l'investissement public

Source : CNDP

Classement du pays et élaboration des tests de résistance des scénarios

Le Cadre de Viabilité de la Dette (CVD) s'appuie sur le cadre macroéconomique et sur d'autres informations spécifiquement nationales pour classer les pays en fonction de leur capacité à s'endetter. Pour appréhender les différents facteurs influant sur la capacité d'un pays à s'endetter, le CVD utilise un indicateur composite (IC). Celui-ci rend compte de l'incidence des différents facteurs à l'aide d'une moyenne pondérée du score du Country Policy Institutional Assessment (CPIA) de la Banque mondiale, de la croissance du PIB réel du pays, des envois de fonds des travailleurs émigrés, des réserves de change et de la croissance mondiale.

L'IC détermine le classement des pays dans l'une des trois catégories : faible, moyenne, élevée. La capacité d'endettement d'un pays est considérée comme faible si son IC est inférieur à 2,69, moyenne s'il se situe entre 2,69 et 3,05 et élevée s'il dépasse 3,05.

L'indice de la Côte d'Ivoire ressort à 2,96 et correspond à une capacité d'endettement moyenne. Les principaux éléments qui ont permis d'atteindre ce score sont les performances réalisées sur le CPIA et la couverture des réserves de change en mois d'importation de biens et services de l'UEMOA.

Tableau 2 : Indicateur composite et tableaux de seuils

Components	Coefficients (A)	10-year average values (B)	CI Score components (A*B) = (C)	Contribution of components
CPIA	0,385	3,519	1,35	46%
Real growth rate (in percent)	2,719	6,019	0,16	6%
Import coverage of reserves (in percent)	4,052	45,917	1,86	63%
Import coverage of reserves*2 (in percent)	-3,990	21,084	-0,84	-28%
Ramittances (in percent)	2,022	0,294	0,01	0%
World economic growth (in percent)	13,520	3,050	0,41	14%
CI Score			2,96	100%
Classement			Medium	

New framework	
Cut-off values	
Weak	CI < 2,69
Medium	2,69 ≤ CI ≤ 3,05
Strong	CI > 3,05

Source : CNDP

AVD externe

Dans le cadre du scénario de référence, les indicateurs de solvabilité (le ratio de la Valeur Actuelle de la dette extérieure rapportée au PIB, le ratio de la Valeur Actuelle de la dette extérieure aux exportations et VA de la dette publique totale rapportée au PIB) demeurent en dessous de leurs seuils respectifs sur la période 2024-2034.

Par contre, les ratios service de la dette extérieure rapporté aux exportations et service de la dette extérieure rapporté aux recettes budgétaires hors dons passent au-dessus de leurs seuils respectifs au titre de l'année 2024 en raison de la prise en compte du coût de l'opération de gestion de passifs.

Le CVD comporte des tests de résistance qui permettent d'évaluer la sensibilité des indicateurs de surendettement de la dette extérieure projetés en cas de changements d'hypothèses. Le tableau 3 résume les résultats des tests de résistance relatifs aux différents indicateurs.

Tableau 3 : Evolution prévue des indicateurs de la dette extérieure publique et publiquement garantie dans le cadre des tests de résistance standards et adaptés³, comparée aux seuils.

Calibrage du choc	Indicateurs	Seuils d'endettement	Niveaux atteints	Observations
Tests standards				
La croissance du PIB réel est fixée à sa moyenne historique minorée d'un écart type ou selon la projection de référence minorée d'un écart type, en prenant la plus basse de ces deux valeurs pour la deuxième et troisième année de la période de projection. La croissance du PIB passe respectivement de 7,0% en 2025 et 6,8% 2026 à 4,8% en 2025 et 4,5% en 2026. ⁴	VA/PIB	40%	Le ratio baisse de 33,94% en 2024 à 12,91% en 2034. Pas de dépassement de seuil	Exposition aux chocs négatifs liés au taux de croissance
	VA/ EXPORTATIONS	180%	Le ratio baisse de 136,0% en 2024 à 65,0% en 2034. Pas de dépassement du seuil	
	SERVICE DE LA DETTE/ EXPORTATIONS	15%	Le ratio passe au-dessus de son seuil en 2024 pour atteindre 21,05% avant de baisser à 13,26% en 2026 et remonte à 13,90% en 2029. Ensuite, il baisse de 11,78% en 2033 à 8,36% en 2034. Pas de dépassement du seuil	

³ Tests de résistance adaptés : Ce sont des tests qui s'appliquent aux pays exposés à un ensemble de risques spécifiques. Il s'agit des catastrophes naturelles, de la volatilité des prix des produits de base et des tensions sur les financements de marché.

⁴ Le calibrage du test sur le taux de croissance donne des valeurs aberrantes en raison du rebasage intervenu en 2020. Le taux de croissance moyen sur les dix dernières années revient à 13,89% et l'écart-type à 25,24.

Calibrage du choc	Indicateurs	Seuils d'endettement	Niveaux atteints	Observations
	SERVICE DE LA DETTE/ RECETTES BUDGETAIRES HORS DON	18%	Le ratio reste au-dessus de son seuil 32% en 2024 jusqu'en 2026 à 18,45% avant de baisser à 17,76% en 2027. Puis, il passe au-dessus de son seuil en 2028 à 18,14% à 18,04% en 2029 avant de baisser à 7,72% en 2034. Dépassement du seuil sur cinq (05) ans [2024-2026, 2028-2029]	
Le solde primaire/PIB est fixé à sa moyenne historique minorée d'un écart type ou selon la projection de référence minorée d'un écart type, en prenant la plus basse de ces deux valeurs pour la deuxième et la troisième année de la période de projection. Le solde primaire/PIB passe respectivement de 0,3% en 2025 et 2026 pour atteindre 2,8% en 2025 et 2026.	VA/PIB	40%	Le ratio baisse de 33,94% en 2024 à 13,73% en 2034. Pas de dépassement du seuil	
	VA/ EXPORTATIONS	180%	Le ratio augmente de 136,40% en 2024 à 137,49% en 2026 avant de baisser jusqu'en 2034 à 74,02%. Pas de dépassement du seuil	
	SERVICE DE LA DETTE/ EXPORTATIONS	15%	Le ratio passe au-dessus de son seuil en 2024 à 21,05% et baisse jusqu'en 2034 à 9,03%. Dépassement du seuil sur un (01) an [2024]	
	SERVICE DE LA DETTE/ RECETTES BUDGETAIRES HORS DON	18%	Le ratio passe au-dessus de son seuil à 32,0% en 2024 et baisse jusqu'en 2034 à 7,78%. Dépassement du seuil sur un (01) an [2024]	
La croissance des exportations nominales (en dollars US) est fixée à sa moyenne historique minorée d'un écart type ou selon la projection de référence minorée d'un écart type, en prenant la plus basse de ces deux valeurs pour la deuxième et la troisième année de la période de projection. La croissance des exportations passe respectivement de 12,7% en 2025 et (-1,2%) en 2026 à (-6,4) en 2024 et 2025.	VA/PIB	40%	Le ratio augmente de 33,94% en 2024 à 39,96% en 2026 avant de baisser à 17,58% en 2034. Pas de dépassement du seuil	Exposition aux chocs négatifs liés aux exportations
	VA/ EXPORTATIONS	180%	Le ratio augmente de 136,40% en 2024 à 171,90% en 2025 et passe au-dessous de son seuil en 2026 à 215,14% jusqu'en 2028 à 180,66% avant de baisser à 117,79% en 2034. Dépassement du seuil sur trois (03) ans [2026-2028]	
	SERVICE DE LA DETTE/ EXPORTATIONS	15%	Le ratio passe au-dessus de son seuil 2024 à 21,05% avant de baisser à 14,60% en 2025 et reste au-dessus de	

Calibrage du choc	Indicateurs	Seuils d'endettement	Niveaux atteints	Observations
			son seuil de 2026 à 17,72% jusqu'en 2034 à 15,26%. Dépassement du seuil sur neuf (9) ans [2024, 2026-2034]	
	SERVICE DE LA DETTE/ RECETTES BUDGETAIRES HORS DON	18%	Le ratio passe au-dessus de son seuil de 2024 à 32,01% à 18,19% en 2030 avant de baisser à 10,57% en 2034. Dépassement du seuil sur sept (07) ans [2024-2030]	
Les ratios transferts courants/PIB et IDE/PIB sont fixés à leurs moyennes historiques minorées d'un écart type ou selon la projection de référence minorée d'un écart type, en prenant la plus basse de ces deux valeurs pour la deuxième et la troisième année de la période de projection. Les transferts courants/PIB passent de 0,6% en 2025 et 0,5% en 2026 à 1,0% en 2025 et 2026. Aussi, les IDE/PIB passent de 2,8% en 2025 et 2,4% en 2026 à 3,8% en 2025 et 3,5% en 2026.	VA/PIB	40%	Le ratio baisse à 33,94% en 2024 à 13,77% en 2034. Pas de dépassement du seuil	Exposition aux chocs négatifs liés aux transferts courants et aux IDE
	VA/ EXPORTATIONS	180%	Le ratio augmente de 136,40% en 2024 à 145,51% en 2026 avant de baisser à 74,22% en 2034. Pas de dépassement du seuil	
	SERVICE DE LA DETTE/ EXPORTATIONS	15%	Le ratio passe au-dessus de son seuil en 2024 à 21,05% et baisse jusqu'en 2034 à 9,58%. Dépassement du seuil sur un (01) an [2024]	
	SERVICE DE LA DETTE/ RECETTES BUDGETAIRES HORS DON	18%	Le ratio passe au-dessus de son seuil en 2024 à 32,01% et baisse jusqu'en 2034 à 8,25%. Dépassement du seuil sur un (01) an [2024]	
Dépréciation nominale ponctuelle de 30 % de la monnaie nationale par rapport au dollar us pendant la seconde année de la période de projection ou du montant nécessaire pour résorber l'écart estimé de surévaluation du taux de change réel, en prenant la plus élevée de ces deux valeurs	VA/PIB	40%	Le ratio augmente de 33,94% en 2024 à 40,91% en 2025 avant de baisser à 13,49% en 2034. Dépassement du seuil sur un (01) an [2025]	Exposition aux chocs négatifs liés au taux de change euro/dollar
	VA/ EXPORTATIONS	180%	Le ratio baisse de 136,40% en 2024 à 57,83% en 2034. Pas de dépassement du seuil	

Calibrage du choc	Indicateurs	Seuils d'endettement	Niveaux atteints	Observations
	SERVICE DE LA DETTE/ EXPORTATIONS	15%	Le ratio passe au-dessus de son seuil à 21,05 en 2024 et baisse jusqu'en 2034 à 7,45%. Aucun dépassement du seuil.	
	SERVICE DE LA DETTE/ BUDGETAIRES HORS DON	18%	Le ratio reste au-dessus de son seuil à 32,01 en 2024 jusqu'en 2032 à 18,15% avant de baisser à 8,07% en 2034. Dépassement du seuil sur huit (08) ans [2024-2031]	
Application de tous les chocs individuels précédents avec la moitié de leur amplitude.	VA/ PIB	40%	Le ratio augmente de 33,94% en 2024 à 38,47% en 2025 avant de baisser jusqu'en 2034 à 14,72%. Pas de dépassement du seuil	Exposition aux chocs négatifs liés à la combinaison de tous les chocs précédents à la moitié de leur amplitude
	VA/ EXPORTATIONS	180%	Le ratio augmente de 136,40% en 2024 à 148,25% en 2027 avant de baisser jusqu'en 2034 à 84,20%. Pas de dépassement du seuil	
	SERVICE DE LA DETTE/ EXPORTATIONS	15%	Le ratio passe au-dessus de son seuil en 2024 à 21,05% et baisse à 13,89% en 2025 pour atteindre 15,96% en 2026. Puis, il baisse à 14,65% en 2027 et passe au-dessus de son seuil de 2028 à 15,83% jusqu'en 2032 à 17,63% pour atteindre 10,93% en 2034. Dépassement du seuil sur sept (07) ans [2024, 2026, 2028-2032]	
	SERVICE DE LA DETTE/ BUDGETAIRES HORS DON	18%	Le ratio passe au-dessus de son seuil en 2024 à 32,01% pour atteindre 18,22% en 2030 et baisse à 8,87% en 2034. Dépassement du seuil sur sept (07) ans [2024-2030]	
Tests adaptés				
Combinaison de tous les passifs conditionnels Ce choc consiste en une hausse ponctuelle du ratio dette/PIB pendant la deuxième année de la projection. Il se compose (i) d'une valeur de départ minimum de 5 % du PIB (représentant le coût moyen pour l'État d'une crise financière dans un PFR depuis 1980) et (ii) d'une valeur adaptée tenant compte d'autres chocs éventuels sur des	VA/PIB	40%	Le ratio augmente de 33,94% en 2024 à 34,02% en 2025 avant de baisser à 15,00% en 2034. Pas de dépassement du seuil	Exposition aux chocs liés au passif conditionnel
	VA/ EXPORTATIONS	180%	Le ratio augmente de 136,40% en 2024 à 140,26% en 2026 avant de baisser à 80,89% en 2034.	

Calibrage du choc	Indicateurs	Seuils d'endettement	Niveaux atteints	Observations
parties du secteur public qui ne sont pas comprises dans la définition de la dette publique utilisée dans l'AVD (voir Tableau 1 sur la couverture de la dette publique). Le ratio de la dette publique totale augmente de 8,3% et passe de 56,5% à 64,9% en 2025.			Pas de dépassement du seuil	
	SERVICE DE LA DETTE/ EXPORTATIONS	15%	Le ratio passe au-dessus de son seuil en 2024 à 21,05% avant de baisser à 8,97% en 2034. Dépassement du seuil sur un (01) an [2024]	
	SERVICE DE LA DETTE/ RECETTES BUDGETAIRES HORS DON	18%	Le ratio passe au-dessus de son seuil en 2024 à 32,01% avant de baisser à 7,73% en 2034. Dépassement du seuil sur un (01) an [2024]	
Catastrophe naturelle et produits de base	Non applicable			
Prix des produits de base				
Financement de marché				

Source : CNDP

Risque global de surendettement

Le ratio VA dette publique/PIB demeure en-dessous de son point de référence de 2024 à 2034 avec un écart moyen de 7,0% par rapport à son seuil qui se situe à 55%. Toutefois, le portefeuille de la dette publique totale reste vulnérable à un choc sur le taux de croissance économique.

Le CVD comporte des tests de résistance qui permettent d'évaluer la sensibilité des indicateurs de surendettement de la dette publique et publiquement garantie, projetés en cas de changements d'hypothèses. Le tableau 4 résume les résultats des tests de résistance relatifs aux différents indicateurs.

Tableau 4 : Evolution prévue des indicateurs de la dette publique et publiquement garantie dans le cadre des tests de résistance standards et adaptés, comparée aux seuils.

Calibrage du choc	Indicateurs	Seuils d'endettement	Niveaux atteints	Observations
Tests standards				
La croissance du PIB réel est fixée à sa moyenne historique minorée d'un écart type ou selon la projection de référence minorée d'un écart type, en prenant la plus basse de ces deux valeurs pour la deuxième et troisième année de la période de projection. La croissance du PIB passe respectivement de 7,0% en 2025 et 6,8% 2026 à 4,8% en 2025 et 4,5% en 2026. ⁵	VA/PIB	55%	Le ratio reste au-dessus de son seuil de 2024 à 57,11% pour atteindre 64,27% en 2034. Dépassement du seuil sur dix (10) ans [2024-2034]	Exposition aux chocs sur la croissance
Le solde primaire/PIB est fixé à sa moyenne historique minorée d'un écart type ou selon la projection de référence minorée d'un écart type, en prenant la plus basse de ces deux valeurs pour la deuxième et la troisième année de la période de projection. Le solde primaire/PIB passe respectivement de 0,3% en 2025 et 2026 pour atteindre 2,8% en 2025 et 2026.			Le ratio passe au-dessus de son seuil de 57,11% en 2024 à 57,09% en 2026 avant de baisser à 52,90% en 2034. Dépassement du seuil sur trois (03) ans [2024-2026]	
La croissance des exportations nominales (en dollars US) est fixée à sa moyenne historique minorée d'un écart type ou selon la projection de référence minorée d'un écart type, en prenant la plus basse de ces deux valeurs pour la deuxième et la troisième année de la période de projection. La croissance des exportations passe respectivement de 12,7% en 2025 et (-1,2%) en 2026 à (-6,4) en 2024 et 2025.			Le ratio passe au-dessus de son seuil de 2024 à 57,11% pour atteindre 55,02 avant de baisser à 54,22% en 2034. Dépassement du seuil sur sept (07) ans [2024-2030]	
Les ratios transferts courants/PIB et IDE/PIB sont fixés à leurs moyennes historiques minorées d'un écart type ou selon la projection de référence minorée d'un écart type, en prenant la plus basse de ces deux valeurs pour la deuxième et la troisième année de la période de projection. Les transferts courants/PIB passent de 0,6% en 2025 et 0,5% en 2026 à 1,0% en 2025 et 2026. Aussi, les IDE/PIB passent de 2,8% en 2025 et 2,4% en 2026 à 3,8% en 2025 et 3,5% en 2026.			Le ratio se situe à 57,11% en 2024 et reste au-dessus de son seuil jusqu'en 2026 à 55,02% avant de baisser à 50,79% en 2034. Dépassement du seuil sur trois (03) ans [2024-2026]	
Dépréciation nominale ponctuelle de 30 % de la monnaie nationale par rapport au dollar us pendant la seconde année de la période de projection ou du montant nécessaire			Le ratio se situe à 57,11% en 2024 et reste au-dessus de son seuil jusqu'en 2026 à 57,67% avant de baisser à 41,89% en 2034.	

⁵Le calibrage du test sur le taux de croissance donne des valeurs aberrantes en raison du rebasage intervenu en 2020. Le taux de croissance moyen sur les dix dernières années revient à 13,89% et l'écart-type à 25,24.

Calibrage du choc	Indicateurs	Seuils d'endettement	Niveaux atteints	Observations
pour résorber l'écart estimé de surévaluation du taux de change réel, en prenant la plus élevée de ces deux valeurs.			Dépassement du seuil sur trois (03) ans [2024-2026]	
Application de tous les chocs individuels ci-dessus avec la moitié de leur amplitude.			Le ratio passe au-dessus de son seuil en 2024 pour atteindre 57,11% avant de baisser à 47,58% en 2034. Dépassement du seuil sur un (01) an [2024]	
Tests adaptés				
Combinaison de tous les passifs conditionnels Ce choc consiste en une hausse ponctuelle du ratio dette/PIB pendant la deuxième année de la projection. Il se compose (i) d'une valeur de départ minimum de 5 % du PIB (représentant le coût moyen pour l'État d'une crise financière dans un PFR depuis 1980) et (ii) d'une valeur adaptée tenant compte d'autres chocs éventuels sur des parties du secteur public qui ne sont pas comprises dans la définition de la dette publique utilisée dans l'AVD (voir Tableau 1 sur la couverture de la dette publique). Le ratio de la dette publique totale augmente de 8,3% et passe de 56,5% à 64,9% en 2025.	VA/PIB	55%	Le ratio se situe à 57,11% en 2024 et reste au-dessus de son seuil jusqu'en 2029 à 55,20% avant de baisser à 54,92% en 2033 et passe au-dessus de son seuil en 2034 à 55,26%. Dépassement du seuil sur sept (07) ans [2024-2029, 2034]	Exposition aux chocs liés au passif conditionnel
Catastrophe naturelle	Non applicable			
Prix des produits de base				
Financements de marché				

Source : CNDP

Module de marché

Pour les PFR ayant accès aux marchés, le cadre produit un signal supplémentaire à propos du degré de tensions sur les financements de marché dans le scénario de référence. Les tensions sur les marchés ont souvent résulté de la coïncidence de besoins de liquidités élevés avec une période où l'opinion des marchés se dégrade. Dans ce module, les besoins de liquidités à court terme, mesurés par les besoins de financement publics bruts prévus par le scénario de référence pour les trois prochaines années, et la perception des marchés au moment présent, mesurée par le dernier écart de rendement dans l'EMBI, sont comparés à leurs références respectives indiquées ci-dessous :

Tableau 5 : Tension de liquidité sur les marchés

	GFN 1/	EMBI 2/
Niveaux de référence	14	570
Valeurs actuelles	6	350
Dépassement	No	No
Besoins accrus de liquidité potentiels	Low	

1/ Besoins de financement bruts maximum (BFB) sur un horizon de projection de référence de trois ans.

2/ Les spreads EMBI correspondent à la valeur maximale de la dernière période de trois mois..

Source : CNDP

Le cadre de viabilité de la dette indique que le risque de besoin de liquidité à court terme est faible.

Notation des risques et points faibles

Le risque de surendettement extérieur reste modéré⁶. Toutefois, le portefeuille de la dette extérieure reste vulnérable à un choc négatif sur la croissance du PIB, les recettes d'exportations, le taux change de l'euro par rapport au dollar US et les passifs conditionnels.

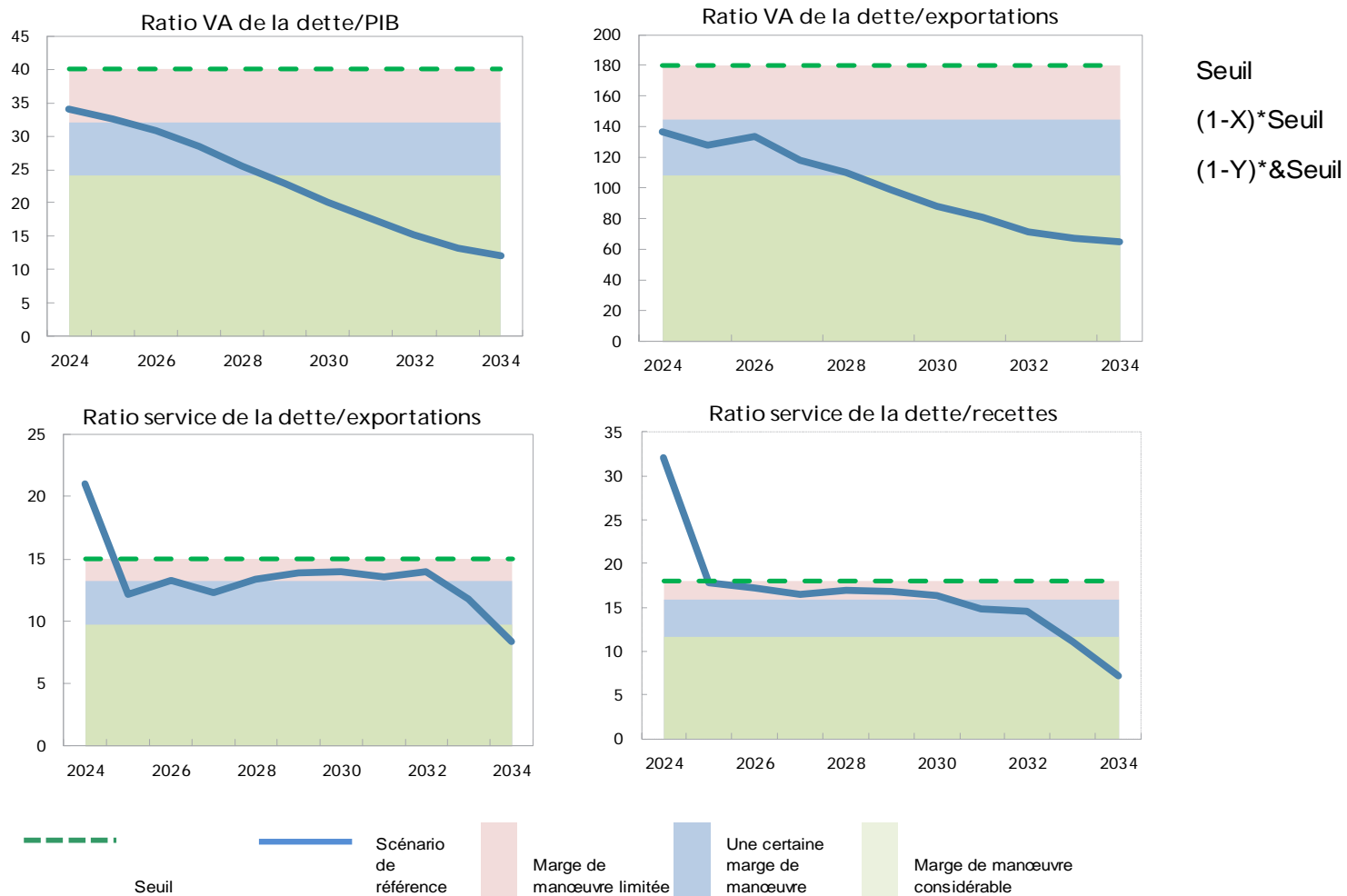
Le risque de surendettement global demeure également modéré. Toutefois, le portefeuille de la dette publique totale reste vulnérable à un choc sur le taux de croissance économique.

Le nouveau Cadre de Viabilité de la Dette des Pays à Faible Revenu nécessite que les utilisateurs caractérisent le degré de vulnérabilité de la dette dans les pays notés à risque modéré de surendettement externe. La solidité de la situation de la dette d'un pays à risque modéré de surendettement est déterminée par la « marge » dont il dispose pour absorber des chocs sans être rétrogradé à une notation de risque élevé de surendettement.

Le CVD indique qu'il n'y a aucune marge d'absorption des chocs pour la Côte d'Ivoire⁷ en raison d'un dépassement de seuil du ratio service de la dette extérieur rapporté aux recettes budgétaires hors don et du ratio service de la dette extérieure rapporté aux exportations en 2024.

⁶ Même si l'analyse conclut à un risque de surendettement modéré, il faut noter que la trajectoire des indicateurs dans leur scénario de référence n'est pas idéale. Selon les bonnes pratiques, la trajectoire des indicateurs devrait être une cloche tandis que dans le cas de la Côte d'Ivoire, les courbes sont quasiment parallèles au seuil. (Voir graphique en annexe)

⁷ Voir graphique 5

Graphique 5 : Catégorie de risque modéré

Sources : autorités nationales; estimations et projections des services.

1/ Pour les seuils des ratios VA de la dette/PIB et VA de la dette/exportations, x est égal à 20 % et y à 40 %. Pour les seuils des ratios service de la dette/exportations et service de la dette/recettes, x est égal à 12 % et y à 35 %.

Compte tenu des contraintes liées aux marges d'absorption des chocs, il est fortement recommandé de concentrer les efforts sur l'amélioration des ratios de liquidité. L'Etat devrait continuer :

- § d'accélérer la transformation de nos matières premières afin d'améliorer les recettes d'exportation ;
- § d'améliorer les recettes budgétaires hors dons à travers :
 - la poursuite et l'accélération du processus des suppressions des exonérations fiscales et des régimes dérogatoires non productifs ;
 - la consolidation de la fiscalisation des activités informelles, des niches fiscales et des produits agricoles, notamment l'économie numérique et le secteur agricole ;
 - le renforcement du cadastre en vue d'élargir l'assiette de l'impôt foncier ;
- § de réduire le service de la dette extérieure en :
 - privilégiant les emprunts concessionnels et semi-concessionnels comportant un élément don d'au moins 25% à travers une planification triennale des projets ;
 - priorisant les financements à rentabilité financière avérée dans le cadre des partenariats publics privés (PPP) ;
 - accroissant la participation des fonds de pensions, des compagnies d'assurances et de réassurances ainsi que des personnes physiques aux émissions des titres publics ;
 - amenant les investisseurs étrangers à participer aux émissions de titres publics sur le marché régional ;

Pour atténuer les vulnérabilités du portefeuille de la dette, il est fortement recommandé la mise en œuvre, à moyen et long terme, des mesures suivantes :

- § maintenir durablement la stabilité macroéconomique à travers la mise en œuvre effective des réformes économiques ;
- § poursuivre les efforts d'amélioration du score CPIA en vue d'augmenter la capacité d'endettement de la Côte d'Ivoire au regard de la classification Banque Mondiale/FMI ;
- § poursuivre la promotion de la consommation interne afin de renforcer l'endogénéisation de la croissance et réduire l'exposition de notre économie aux chocs externes ;
- § Accélérer l'intégration des recettes des entreprises publiques dans le TOFE ;

En outre, le Gouvernement devrait continuer la mise en œuvre effective des réformes budgétaires et l'amélioration de l'environnement des affaires ainsi que l'optimisation du recouvrement des recettes fiscales en vue d'assurer la transformation structurelle de l'économie et atteindre l'objectif d'une croissance économique forte, soutenue et inclusive. A cet effet, certaines mesures importantes doivent être prises : (i) maintenir la stabilité du cadre macroéconomique; (ii) poursuivre la mise en œuvre des mesures visant la réduction des délais de passation de marché ; (iii) créer un environnement des affaires propice à travers la lutte contre la corruption et la promotion de la bonne gouvernance en vue de renforcer la confiance du secteur privé et susciter un accroissement des investissements privés; (iv) accroître les recettes d'exportations par des mesures visant à assurer une meilleure compétitivité de l'économie ivoirienne; (v) poursuivre la modernisation des régies financières, les réformes fiscales, la révision des exonérations, l'élargissement de l'assiette fiscale aux petites

et moyennes entreprises et la fiscalisation progressive du secteur informel ; (vi) instituer un identifiant unique des entreprises ; (vii) achever et assurer la mise en œuvre effective du Compte Unique du Trésor (CUT), pour une meilleure gestion de la trésorerie de l'Etat ; (viii) promouvoir les IDE et renforcer leurs traçabilités, afin de mieux apprécier leur impact sur la croissance économique et la viabilité de la dette ; (ix) poursuivre le géo référencement des immobilisations et des ressources naturelles du pays ; (x) renforcer le bureau d'informations sur le crédit ; (xi) constituer des valeurs marchandes à partir de la fiabilisation de la gestion du foncier ; (xii) mettre en œuvre les mesure visant à améliorer la capacité d'absorption des financements et à prévenir les risques liés aux PPP ; (xiii) exploiter au mieux le cadre des PPP dans le cadre des projets de montants élevés, afin d'éviter le recours à des emprunts conséquents.

En ce qui concerne la gestion de la dette publique, il importe que les financements relatifs aux investissements publics et autres besoins de l'Etat s'opèrent dans le cadre de la Stratégie de Gestion de la dette à Moyen Terme (SDMT). Aussi, le Gouvernement devra-t-il veiller à annexer la Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme 2022-2026 au Budget. Cette stratégie mise en cohérence avec la présente AVD, devrait assurer la maîtrise des coûts et risques relatifs aux nouveaux financements. Dans le cas de nouvelles émissions d'Eurobonds, l'Etat devra accorder une primauté aux émissions en euro et assurer la couverture du risque de change pour les émissions en dollar par un swap en Euro/USD. En outre, un accent particulier sur la communication financière renforcerait le positionnement du Trésor Public auprès des investisseurs et partenaires financiers.

Tableaux et graphiques annexes

	Effectif	Projections								Moyenne 8/	
		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2034	2044	Scénario
Dette extérieure (nominale) 1/	35,9	35,6	34,6	33,1	30,6	27,4	24,6	13,1	5,7	18,0	24,6
dont : contractée ou garantie par l'Etat (CGE)	35,9	35,6	34,6	33,1	30,6	27,4	24,6	13,1	5,7	18,0	24,6
Variation de la dette extérieure	6,8	-0,3	-1,0	-1,5	-2,5	-3,2	-2,7	-1,4	-0,8		
Flux générateurs d'endettement net identifiés	7,7	6,8	4,6	4,6	1,9	1,9	2,1	3,0	4,3	0,2	3,0
Déficit extérieur courant hors intérêts	7,3	3,1	2,8	3,0	1,5	1,0	1,1	1,4	2,0	1,3	1,5
Déficit de la balance des biens et services	3,7	1,6	-0,8	-0,5	-2,9	-3,3	-2,9	-1,3	0,7	-1,3	-1,9
Exportations	22,9	24,9	25,5	23,1	24,0	23,2	23,1	18,5	11,8		
Importations	26,6	26,5	24,8	22,6	21,2	19,9	20,2	17,3	12,6		
Transferts courants nets (négatifs = entrées)	0,7	0,6	0,6	0,5	0,5	0,4	0,4	0,3	0,1	0,9	0,4
dont : officiels	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Autres flux extérieurs courants (négatifs= entrées nettes)	2,8	0,8	3,0	2,9	3,9	3,9	3,6	2,4	1,1	1,7	2,9
IDE nets (négatifs = entrées)	1,4	2,7	2,8	2,4	1,6	1,6	1,7	1,9	2,4	-0,3	2,0
Dynamique endogène de la dette 2/	-1,0	1,0	-0,9	-0,8	-1,2	-0,8	-0,7	-0,2	-0,1		
Contribution du taux d'intérêt nominal	1,3	3,3	1,4	1,4	1,3	1,2	1,0	0,5	0,2		
Contribution de la croissance du PIB réel	-2,6	-2,3	-2,3	-2,1	-2,5	-1,9	-1,7	-0,8	-0,3		
Contribution des variations de prix et de taux de change	0,3		
Résiduel 3/	-0,9	-7,1	-5,6	-6,1	-4,4	-5,1	-4,9	-4,4	-5,1	0,3	-5,1
dont : financement exceptionnel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Indicateurs de viabilité											
VA de la dette extérieure CGE/PIB	36,4	33,9	32,5	30,8	28,4	25,4	22,8	12,0	5,3		
VA de la dette extérieure CGE/exportations	159,1	136,4	127,3	133,5	118,4	109,7	98,8	65,0	44,9		
Ratio service de la dette CGE/exportations	13,7	21,0	12,1	13,3	12,3	13,3	13,9	8,4	5,7		
Ratio service de la dette CGE/recettes	20,1	32,0	17,82	17,2	16,6	16,9	16,8	7,2	2,5		
Total des besoins de financement bruts (milliards de dollars EU)	9,2	9,6	8,2	8,8	7,0	7,2	8,1	9,5	20,2		
Principales hypothèses macroéconomiques											
Croissance du PIB réel (en pourcentage)	9,8	7,2	7,0	6,8	8,3	7,0	6,7	5,6	5,2	7,4	6,5
Déflateur du PIB en dollars EU (variation en pourcentage)	-1,0	4,0	2,5	2,4	1,4	2,3	1,4	1,9	2,0	0,4	2,1
Taux d'intérêt effectif (pourcentage) 4/	4,9	10,2	4,4	4,4	4,2	4,2	4,1	3,8	4,1	4,5	4,6
Croissance des exportations de biens & services (\$, en %)	10,5	21,3	12,7	-1,2	14,3	5,5	7,7	0,3	3,7	3,1	6,9
Croissance des importations de biens & services (\$, en %)	29,2	10,9	2,6	-0,2	2,8	2,9	9,6	3,7	4,6	9,1	4,6
Élément don des nouveaux emprunts du secteur public (en %)	...	13,2	13,5	14,4	12,1	15,5	14,6	15,7	24,8	...	14,2
Recettes publiques (hors dons, en pourcentage du PIB)	15,6	16,4	17,4	17,8	17,8	18,2	19,0	21,5	26,8	13,7	19,0
PIB nominal (milliards de dollars EU)	78	87	96	104	115	126	136	197	403		
Croissance du PIB nominal en dollars	8,7	11,4	9,8	9,3	9,8	9,4	8,2	7,6	7,4	7,8	8,8
Pour mémoire :											
VA de la dette extérieure 7/	36,4	33,9	32,5	30,8	28,4	25,4	22,8	12,0	5,3		
En pourcentage des exportations	159,1	136,4	127,3	133,5	118,4	109,7	98,8	65,0	44,9		
Ratio service de la dette/exportations	13,7	21,0	12,1	13,3	12,3	13,3	13,9	8,4	5,7		
VA de la dette extérieure CGE (milliards de dollars EU)	28,4	29,5	31,1	32,2	32,6	31,9	30,9	23,8	21,4		
(VAI - VAI-1)/PIB-1 (en pourcentage)	...	1,4	1,8	1,2	0,4	-0,6	-0,8	-0,3	-0,4		
Déficit extérieur courant hors intérêts stabilisant le ratio d'endettement	0,5	3,4	3,7	4,5	4,0	4,2	3,8	2,8	2,8		

Sources : autorités nationales; estimations et projections des services.

1/ Comprend à la fois la dette extérieure des secteurs public et privé.

2/ Égale à $[r - g - p(1+g)] / (1+g + p + g)$ fois le ratio d'endettement de la période précédente, où r = taux d'intérêt nominal; g = taux de croissance du PIB réel, et p = taux de croissance du déflateur du PIB en \$EU.

3/ Inclut le financement exceptionnel (c'est-à-dire les variations des arriérés et l'allègement de la dette); les variations des avoirs extérieurs bruts et les ajustements de valeur. Pour les projections, comprend en outre la contribution des variations de prix et de taux de change.

4/ Charges d'intérêt de l'exercice en cours divisées par le stock de la dette de la période précédente.

5/ Il s'agit des dons, des prêts concessionnels et de l'allègement de la dette.

6/ Le financement équivalent don inclut les dons accordés à l'État directement et sous la forme des nouveaux emprunts (différence entre la valeur faciale et la VA de la nouvelle dette).

7/ On suppose que la VA de la dette du secteur privé est équivalente à sa valeur faciale.

8/ Les moyennes historiques et les écarts types sont généralement calculés sur les 10 dernières années, pour autant que les données soient disponibles.

Définition de la dette extérieure/intérieure	Currency-based
Existe-t-il une grande différence entre les deux critères?	Yes

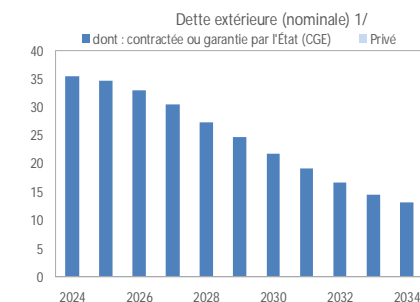
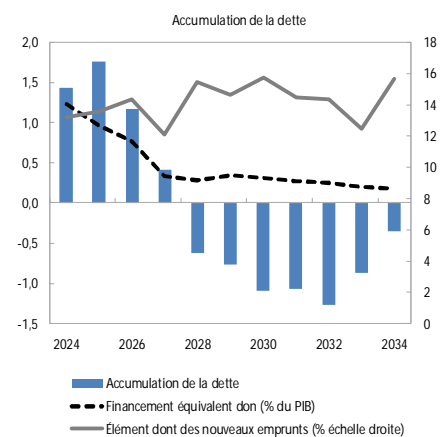


Tableau 3. Côte d'Ivoire: Analyse de sensibilité des principaux indicateurs de dette extérieure contractée ou garantie par l'État, 2024-2034 (en pourcentage)

	Projections 1/										
	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034
Ratio VA de la dette/PIB											
Scénario de référence	34	33	31	28	25	23	20	18	15	13	12
A. Scénarios de rechange											
A1.Principales variables à leur moyenne historique en 2024-2034 2/	34	29	24	20	16	12	9	5	2	-1	-3
B. Tests paramétrés											
B1. Croissance du PIB réel	33,94	33,67	33,04	30,48	27,24	24,42	21,52	18,90	16,29	14,26	12,91
B2. Solde primaire	33,94	32,98	31,74	29,45	26,59	24,14	21,57	19,22	16,84	14,98	13,73
B3. Exportations	33,94	36,91	39,96	37,11	33,67	30,72	27,72	25,02	22,09	19,49	17,58
B4. Autres flux 3/	33,94	33,92	33,59	31,07	27,93	25,22	22,44	19,93	17,34	15,23	13,77
B5. Dépréciation	33,94	40,91	36,21	33,33	29,63	26,40	23,07	20,06	17,05	14,88	13,49
B6. Combinaison de B1-B5	33,94	38,47	36,31	33,58	30,18	27,24	24,22	21,50	18,57	16,30	14,72
C. Tests Adaptés											
C1. Passifs éventuels combinés	33,94	34,02	32,38	30,25	27,49	25,17	22,58	20,30	17,99	16,20	15,00
C2. Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C3. Prix des produits de base	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C4. Financement de marché	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Seuil	40	40	40	40	40	40	40	40	40	40	40
Ratio VA de la dette/exportations											
Scénario de référence	136	127	134	118	110	99	88	81	71	67	65
A. Scénarios de rechange											
A1.Principales variables à leur moyenne historique en 2024-2034 2/	136	113	103	84	70	53	38	24	10	-3	-16
B. Tests paramétrés											
B1. Croissance du PIB réel	136,40	129,10	137,49	122,57	114,79	104,69	94,62	88,18	79,09	75,31	74,02
B2. Solde primaire	136,40	129,10	137,49	122,57	114,79	104,69	94,62	88,18	79,09	75,31	74,02
B3. Exportations	136,40	171,90	215,14	192,01	180,66	165,62	151,17	142,70	128,96	121,79	117,79
B4. Autres flux 3/	136,40	132,76	145,51	129,32	120,58	109,37	98,43	91,45	81,44	76,58	74,22
B5. Dépréciation	136,40	127,33	124,71	110,29	101,72	91,04	80,47	73,21	63,69	59,49	57,83
B6. Combinaison de B1-B5	136,40	161,78	144,90	148,25	138,20	125,31	112,72	104,68	92,51	86,91	84,20
C. Tests Adaptés											
C1. Passifs éventuels combinés	136,40	133,15	140,26	125,87	118,66	109,15	99,08	93,16	84,48	81,43	80,89
C2. Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C3. Prix des produits de base	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C4. Financement de marché	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Seuil	180	180	180	180	180	180	180	180	180	180	180
Ratio service de la dette/exportations											
Scénario de référence	21,0	12,1	13,3	12	13	14	14	14	14	12	8
A. Scénarios de rechange											
A1.Principales variables à leur moyenne historique en 2024-2034 2/	21	12	13	12	13	13	13	12	11	7	3
B. Tests paramétrés											
B1. Croissance du PIB réel	21,05	12,12	13,26	12,30	13,33	13,90	13,98	13,58	13,98	11,78	8,36
B2. Solde primaire	21,05	12,12	13,33	12,45	13,50	14,10	14,21	13,85	14,40	12,37	9,03
B3. Exportations	21,05	14,60	17,72	17,36	18,64	19,30	19,36	18,87	20,69	19,56	15,26
B4. Autres flux 3/	21,05	12,12	13,50	12,75	13,77	14,33	14,40	14,00	14,77	12,99	9,58
B5. Dépréciation	21,05	12,12	13,26	11,96	12,99	13,58	13,67	13,26	13,67	10,88	7,45
B6. Combinaison de B1-B5	21,05	13,89	15,96	14,65	15,83	16,47	16,55	16,09	17,63	14,85	10,93
C. Tests Adaptés											
C1. Passifs éventuels combinés	21,05	12,12	13,51	12,55	13,63	14,25	14,39	14,03	14,48	12,33	8,97
C2. Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C3. Prix des produits de base	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C4. Financement de marché	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Seuil	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15
	-6	3	2	3	2	1	1	1	1	3	7
Ratio service de la dette/recettes											
Scénario de référence	32,01	17,82	17,2	16,6	17	17	16	15	15	11	7
A. Scénarios de rechange											
A1.Principales variables à leur moyenne historique en 2024-2034 2/	32	18	17	16	16	16	15	13	12	7	2
B. Tests paramétrés											
B1. Croissance du PIB réel	32	18	18	18	18,14	18,04	17,49	15,83	15,57	11,94	7,72
B2. Solde primaire	32	18	17	16,78	17,15	17,08	16,60	15,07	14,96	11,69	7,78
B3. Exportations	32,01	18,04	18,51	18,82	19,04	18,81	18,19	16,51	17,29	14,88	10,57
B4. Autres flux 3/	32,01	17,82	17,53	17,19	17,50	17,36	16,82	15,23	15,34	12,28	8,25
B5. Dépréciation	32,01	22,12	21,65	20,27	20,76	20,69	20,07	18,15	17,67	12,94	8,07
B6. Combinaison de B1-B5	32,01	19,01	19,54	18,62	18,95	18,81	18,22	16,50	17,26	13,24	8,87
C. Tests Adaptés											
C1. Passifs éventuels combinés	32,01	17,82	17,55	16,92	17,32	17,27	16,81	15,27	15,04	11,66	7,73
C2. Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C3. Prix des produits de base	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C4. Financement de marché	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Seuil	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18
	-14	0	1	1	1	1	2	3	3	7	11

Sources : autorités nationales; estimations et projections des services.

1/ Une valeur en gras indique un dépassement du seuil.

2/ Les variables comprennent la croissance du PIB réel, celle du défateur du PIB (en \$EU), le solde extérieur courant hors intérêts en pourcentage du PIB et les flux non générateurs d'endettement.

3/ Y compris les transferts officiels et privés, ainsi que les IDE.

	Projections 1/										
	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034
Ratio VA de la dette/PIB											
Scénario de référence	54,51	54,49	52	50	48	48	48	48	48	49	49
A. Scénarios de rechange	0	1	3	5	7	7	7	7	7	6	6
A1.Principales variables à leur moyenne historique en 2024-2034 2/	57	56	54	54	53	52	51	51	50	50	49
B. Tests paramétrés											
B1. Croissance du PIB réel	57,11	57,01	57,86	56,76	56,05	57,04	58,07	59,42	60,90	62,47	64,27
B2. Solde primaire	57,11	56,97	57,09	54,78	52,86	52,52	52,21	52,20	52,32	52,50	52,90
B3. Exportations	57,11	58,42	60,51	58,00	55,89	55,43	55,02	54,91	54,70	54,34	54,22
B4. Autres flux 3/	57,11	55,87	55,02	52,77	50,89	50,60	50,34	50,37	50,44	50,51	50,79
B5. Dépréciation	57,11	61,72	57,67	53,83	50,49	48,68	46,92	45,45	44,11	42,89	41,89
B6. Combinaison de B1-B5	57,11	54,76	53,07	50,17	48,17	47,47	46,86	46,59	46,84	47,16	47,58
C. Tests Adaptés											
C1. Passifs éventuels combinés	57,11	62,67	60,17	57,70	55,65	55,20	54,82	54,74	54,79	54,92	55,26
C2. Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C3. Prix des produits de base	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C4. Financement de marché	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Repère dette publique TOTALE	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55
	0	1	3	5	7	7	7	7	7	6	6
Ratio VA de la dette/recettes 2/											
Scénario de référence	339	305	289	280	264	251	244	239	235	230	227
A. Scénarios de rechange											
A1.Principales variables à leur moyenne historique en 2024-2034 2/	339	312	301	299	289	272	261	252	244	236	229
B. Tests paramétrés											
B1. Croissance du PIB réel	339	319	319	317	306	298	296	295	296	296	297
B2. Solde primaire	339	319	315	306	289	274	266	259	254	249	245
B3. Exportations	339	327	334	324	305	289	280	273	266	257	251
B4. Autres flux 3/	339	313	304	295	278	264	256	250	245	239	235
B5. Dépréciation	339	347	319	301	276	254	239	226	214	203	194
B6. Combinaison de B1-B5	339	307	293	280	263	248	239	231	228	223	220
C. Tests Adaptés											
C1. Passifs éventuels combinés	339	351	332	322	304	288	279	272	266	260	256
C2. Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C3. Prix des produits de base	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C4. Financement de marché	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Ratio service de la dette/recettes 2/											
Scénario de référence	61	44	54	46	50	51	52	54	57	57	56
A. Scénarios de rechange											
A1.Principales variables à leur moyenne historique en 2024-2034 2/	61	44	54	49	55	57	57	58	59	58	56
B. Tests paramétrés											
B1. Croissance du PIB réel	61	45	58	51	57	60	62	67	70	72	72
B2. Solde primaire	61	44	56	52	57	59	58	59	62	62	60
B3. Exportations	61	44	55	48	52	53	53	56	59	60	59
B4. Autres flux 3/	61	44	54	47	50	52	52	55	57	58	57
B5. Dépréciation	61	44	56	49	52	53	53	55	57	56	53
B6. Combinaison de B1-B5	61	42	53	46	51	52	52	53	56	56	55
C. Tests Adaptés											
C1. Passifs éventuels combinés	61	44	60	58	62	64	60	63	65	64	62
C2. Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C3. Prix des produits de base	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C4. Financement de marché	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.

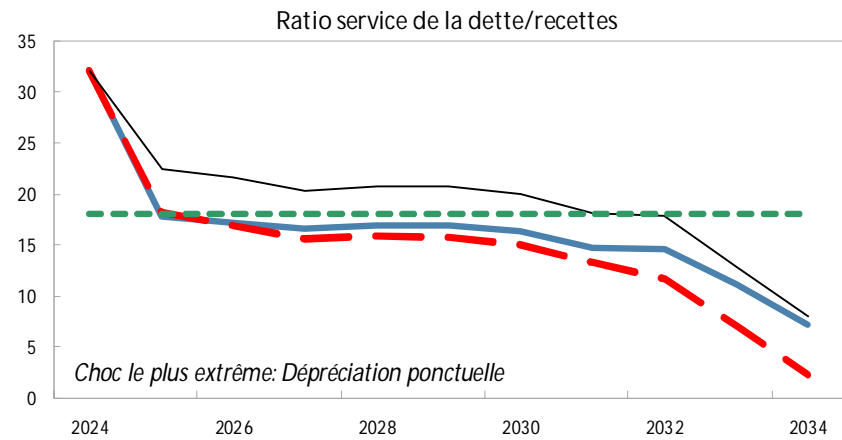
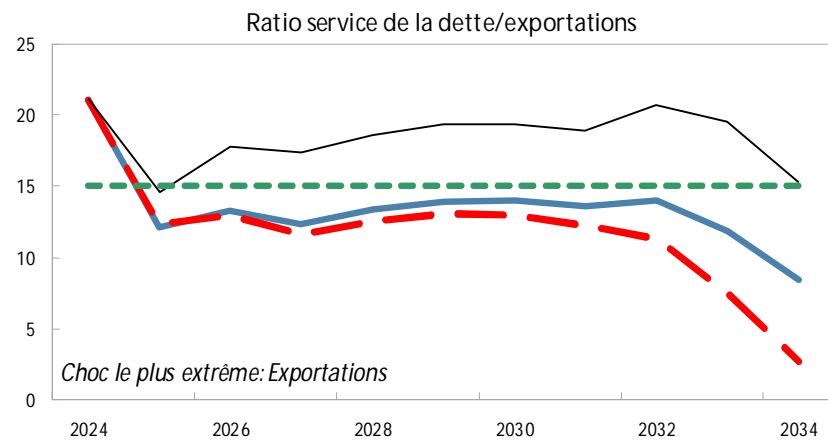
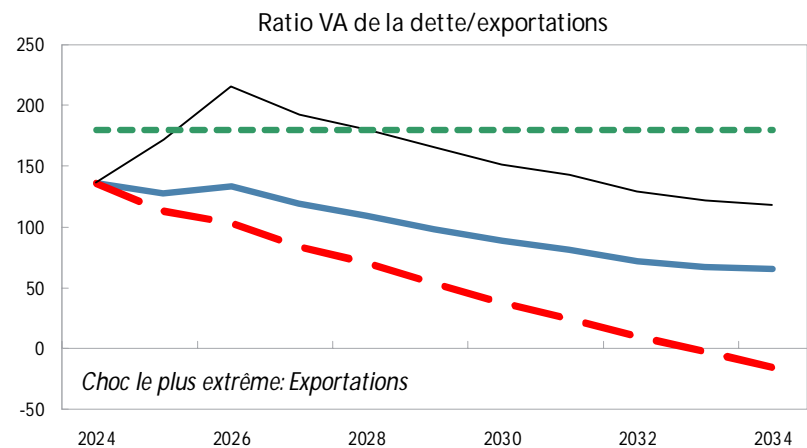
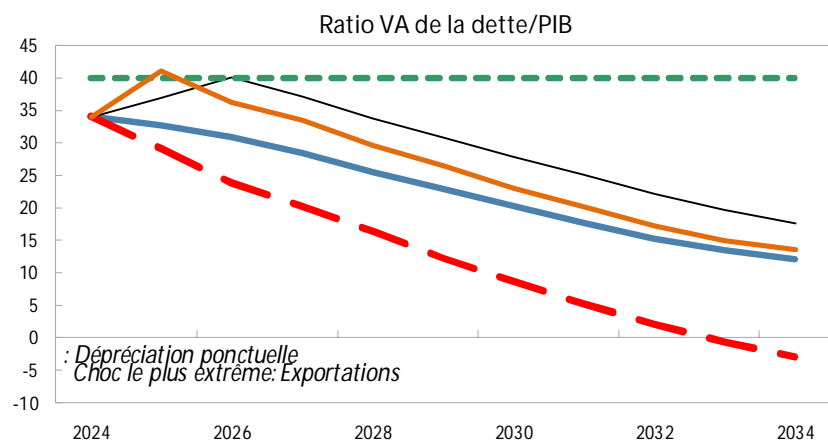
Sources : autorités nationales; estimations et projections des services.

1/ Une valeur en gras indique un dépassement du repère.

2/ Les variables comprennent la croissance du PIB réel, celle du déflateur du PIB (en \$EU), le solde extérieur courant hors intérêts en pourcentage du PIB et les flux non générateurs d'endettement.

3/ Y compris les transferts officiels et privés, ainsi que les IDE.

Graphique 1. Cote d'Ivoire: Indicateurs de la dette extérieure contractée ou garantie par l'État selon divers scénarios, 2024-2034



— Scénario de référence

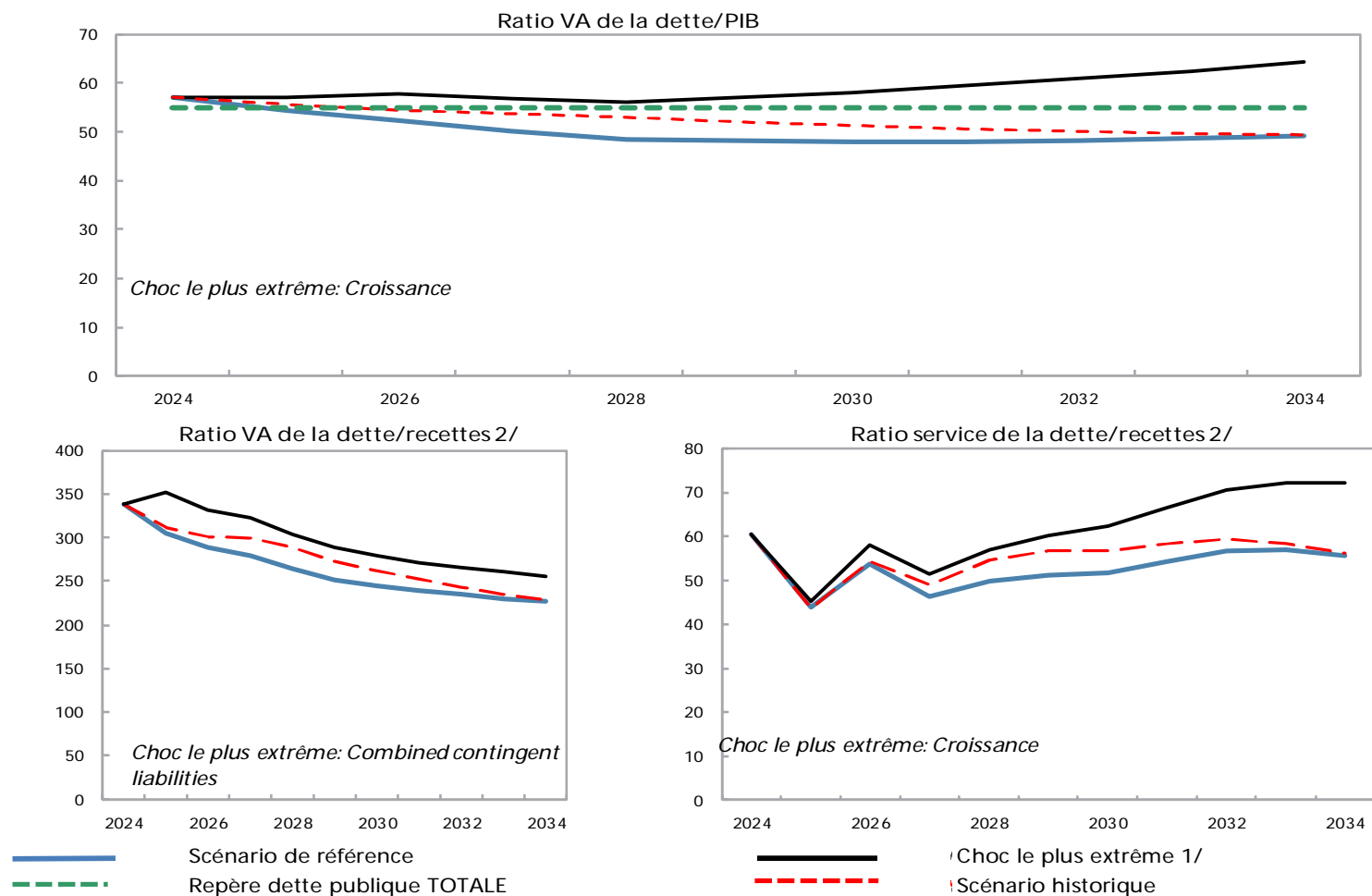
- - - Scénario historique

— Choc le plus extrême 1/

- - - Seuil

Source : CNDP

Graphique 2. Cote d'Ivoire: Indicateurs d'endettement public selon divers scénarios 2024-2034



Source : CNDP